



Tchéchénie / Ingouchie : Non assistance à personnes en danger

Rapport

Publié par Médecins Sans Frontières en janvier 2002

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

**Tchéchénie
Ingouchie :
Non assistance
à personnes en danger**



Dossier de Médecins Sans Frontières

Janvier 2002

Sommaire

<i>Une stratégie d'assistance a minima</i>	P 4
□ Des conditions de survie et d'hébergement déplorables	P 4
□ La non assistance comme une stratégie	P 6
<i>L'existence niée des nouveaux exilés</i>	
□ Un exode toujours massif	P 8
□ L'arrêt des enregistrements : de nouveaux exilés rendus invisibles	P 8
□ Sous la menace des incitations au retour	P 10
<i>En Tchétchénie, une prison à ciel ouvert</i>	P 13
□ En Tchétchénie, échapper aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité	P 13
□ Les entraves à la présence des équipes et du travail humanitaires : insécurité et durcissement des procédures	P 16

ANNEXES :

- ***Témoignages recueillis par nos équipes***
- ***Principaux résultats de l'enquête menée en Ingouchie***
- ***Sernovsk : une opération de nettoyage massive***

Tchéchénie-Ingouchie :

Une stratégie délibérée de non assistance à personnes en danger

En novembre 2000, Médecins Sans Frontières témoignait devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de la gravité de la situation humanitaire en Tchétchénie. Nous dénoncions alors la politique de terreur menée par les autorités russes et pro-russes sur le territoire depuis la reprise de la guerre en 1999, et les entraves à l'accès des civils à des soins vitaux. Les témoignages recueillis sur le terrain par nos équipes démontraient l'arbitraire et l'extrême violence auxquels étaient soumis les civils.

Aujourd'hui, alors que les conditions de sécurité pour le personnel humanitaire se sont encore détériorées et que les entraves à l'accès pour les organisations de secours se multiplient, l'assistance humanitaire est de plus en plus difficile en Tchétchénie. Parce que leur vie y est en danger, les civils continuent à fuir massivement vers l'Ingouchie voisine où ils doivent se terrer dans des conditions inhumaines.

- En Tchétchénie, les civils survivent dans la terreur, dans un environnement carcéral où règne l'arbitraire, où les violences sont quotidiennes. Médecins Sans Frontières rappelle que la « lutte anti-terroriste » s'arrête là où commencent les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité. Depuis deux ans, aucune enquête internationale indépendante n'a été menée sur les violations massives des droits de l'Homme et du droit international humanitaire perpétrées quotidiennement en Tchétchénie.
- Cette guerre qui entre dans sa troisième année engendre de nouveaux exodes – clandestins et non reconnus vers l'Ingouchie. Entre 20 000 et 50 000 personnes ne sont pas prises en compte dans les enregistrements officiels.
- Les conditions d'accueil en Ingouchie sont d'une totale indécence, ce que les autorités russes reconnaissent elles-mêmes. La faiblesse de l'assistance délivrée et les menaces sont utilisées comme des moyens de pression pour forcer des retours non désirés vers la Tchétchénie. Médecins Sans Frontières rappelle que tout rapatriement ne peut s'effectuer que sur une base volontaire et si les conditions de sécurité dans le pays d'origine le permettent.

Ces constats s'appuient sur les témoignages recueillis par nos équipes de terrain en Ingouchie dans le cadre de leurs activités de secours aux déplacés ainsi que sur une enquête menée par MSF auprès de ses bénéficiaires.

Une stratégie d'assistance a minima

Selon les sources officielles, environ 140 000 Tchétchènes ont fui en Ingouchie, en Géorgie et au Daghestan. Alors que les mouvements d'exil se poursuivent, ces chiffres ne correspondent plus à la réalité, les nouveaux arrivants et les nouveaux-nés n'étant plus pris en compte. En Ingouchie, dans le cadre de leur pratique quotidienne (consultations médicales et réhabilitation de logements) nos équipes constatent l'immense précarité dans laquelle est intentionnellement maintenue la grande majorité de ces déplacés.

□ **Des conditions de survie indignes des standards d'assistance**

Caves insalubres sans lumière ni aération, fermes sans fenêtres, réduits où s'entassent plusieurs familles, loyers élevés chez des particuliers, tentes perméables à la pluie... Alors qu'ils s'apprêtent à passer un troisième hiver en Ingouchie, les déplacés tchétchènes survivent dans des conditions déplorables, néfastes à leur santé et humiliantes.

Trois types d'hébergement existent : ceux qui en ont encore les moyens louent des pièces chez des particuliers ou sont accueillis par des familles en Ingouchie ; ceux qui ont pu y obtenir une place sont installés dans des camps de tentes ; enfin, les moins bien lotis squattent des bâtiments publics.

- **Les « squats » (kompaknikis), cloaques invisibles.** Ces squats sont toutes sortes d'endroits, usines abandonnées ou non, fermes d'Etat en fonctionnement ou non, entrepôts, écoles désaffectées, caves, hangars, etc. où, selon les estimations de terrain ¹, vivent plus de 40 000 personnes. Le recensement de ces sites n'est ni officiel ni exhaustif. C'est dans ces lieux, très nombreux, hébergeant de 80 à plus de 1 000 personnes, que les conditions de vie sont les plus dures. Infestés de rats et de cafards, dépourvus de moyens de chauffage et d'aération, ces lieux sont inadaptés à la vie humaine. Beaucoup de ces habitations, même visitées régulièrement par quelques ONG (par exemple, distribution de nourriture par DRC chaque mois), n'étaient pas prises en charge pour les besoins vitaux de protection contre le froid et l'humidité et pour l'accès à l'eau et à des toilettes. Depuis un an, MSF répond aux urgences, avec pour priorités : sortir les familles des lieux insalubres (caves), construire des petites pièces pour reloger ces familles, fournir aux familles qui ont construit elles-mêmes leurs pièces du matériel pour l'isolation contre le froid, fournir des installations sanitaires décentes (construction de latrines, de douches, aménagement de points d'eau...). Mais ce travail est loin d'être terminé : il y a un mois seulement, nous découvrons un nouveau lieu où 7 familles vivent dans des caves... Selon l'enquête menée par les équipes de MSF en Ingouchie, auprès de la population déplacée, plus de 55% de ces déplacés ont des fuites dans le toit de leur logement et des trous dans les murs. Par ailleurs, dans de nombreux squats, le gaz a été coupé, les factures énergétiques n'ayant pas été réglées par les autorités russes. A l'arrivée de l'hiver, c'est un véritable problème de santé publique tant ces conditions de vie mettent la santé de ces déplacés en danger.

- **Dans les camps, qui accueillent environ 30 000 personnes, tentes vétustes et surpopulation.** Les problèmes principaux sont la vétusté d'une majorité de tentes, qui laissent passer le froid et la pluie, et la surpopulation, des tentes « militaires » prévues pour 20 personnes accueillant parfois le double, ou même le triple. Les conditions sanitaires sont déplorables : nombre insuffisant de latrines, qui sont souvent pleines et donc inutilisables, problèmes d'accès à l'eau potable, surpopulation.

- Des tentes qui fuient : Selon l'enquête menée par les équipes MSF auprès de 440 chefs de familles sur 70 sites (voir résultats complets et méthodologie en annexe), plus de 80% des tentes sont trouées ou déchirées et laissent passer la pluie, la neige et le froid.

- Des conditions sanitaires déplorables : Toujours selon cette enquête, les déplacés installés dans des sites collectifs - camps ou squats – outre les problèmes cruciaux d'abris, ne bénéficient pas d'un accès décent à des installations sanitaires : plus de 80% d'entre eux partagent une latrine

¹ En l'absence de recensement officiel, et alors que les mouvements de population y sont permanents, il est impossible de chiffrer précisément les déplacés installés dans ces squats.

avec plus de 20 personnes. 20% d'entre eux partagent une latrine avec plus de 100 personnes. Dans certains lieux, on compte moins d'une latrine pour 200 personnes. Quant aux douches, plus de la moitié des déplacés vivant dans des lieux collectifs partagent une douche avec plus de 200 personnes.

- **Le secteur privé**, c'est-à-dire des pièces louées au prix fort chez l'habitant, accueille entre 80 000 et 100 000 personnes, soit près de la moitié des déplacés (42% sont hébergés par de la famille ou des amis et 58% louent des pièces chez l'habitant). Celles-ci, qui soit ont les moyens de payer ces loyers élevés, soit peuvent bénéficier d'une solidarité locale qui s'essouffle avec le temps, sont mieux loties que les autres, jusqu'au moment où, elles ne peuvent plus payer le loyer. Elles se retrouvent alors à la rue et cherchent une place dans un « squat ». Ce mouvement (avec des cas d'expulsion pure et simple) s'accélère avec l'arrivée de l'hiver, les propriétaires ingouches ne pouvant plus payer les factures de gaz et d'électricité.

- Le coût : Ainsi, l'enquête menée par MSF montre que plus de la moitié de ces déplacés installés dans le secteur privé ont déménagé au moins une fois depuis leur arrivée (il y a deux ans pour 94% d'entre eux) parce qu'ils ne peuvent plus assumer le prix du loyer.

- L'espace : Par ailleurs, plus de la moitié de ces déplacés disposent de moins de 3 mètres carré par personne. Rappelons que les standards internationaux pour les réfugiés et les prisonniers stipulent qu'ils doivent disposer d'au moins 3,5 à 4,5 mètres carré par personne.

Les abris - Témoignages

- **Khouda, responsable du camp de Logovaz : Faute de place, dormir à tour de rôle**

Bien caché en plein centre de Nazran, le camp de Logovaz est installé sur l'emplacement d'un marché : environ 200 petites cases en dur entourant un espace vide où ont été plantées 16 tentes de l'armée. Ici vivent 1870 personnes et un nombre indéterminé de rats, cafards, souris, chats et chiens. Khouda nous conduit dans une tente, 7x8 m, dont la moitié est occupée par 5 familles, soit 45 personnes dont 13 enfants. Une des cinq familles a deux enfants invalides. L'espace entre les plateaux-lits et le « coin-cuisine » est de 50 cm. Les enfants se brûlent régulièrement.

Autant dire que c'est un dortoir, où les gens doivent attendre leur tour pour dormir. La nuit, les hommes sont assis dans un coin et attendent en fumant. Le jour, quand les enfants sont à l'école et les femmes au bazar, ils peuvent dormir quelques heures. La tente est dans un état déplorable. Les habitants ont consolidé comme ils le pouvaient les pans déchirés, avec du carton ou des couvertures. Malgré cela, l'eau passe quand il pleut. Il fait humide et froid. Les chats et les chiens entrent. De gros cafards sont partout. Dehors, les tuyaux de gaz à même le sol émettent un sifflement inquiétant.

« Tout ce qu'on demande, c'est quelques tentes supplémentaires, ou du matériel pour construire des petites baraques, comme vous avez fait à Tanzila Kafé : juste désengorger un peu les lieux les plus bourrés de monde. Depuis deux ans, les enfants ont grandi, il y en a de nouveaux... Et puis il faudrait changer les tentes les plus abîmées, elles tombent en ruine, les chats et les chiens entrent et sortent comme ils veulent ! Le HCR a d'abord dit qu'ils allaient en changer la moitié, mais à la dernière réunion ils ont dit : « réparez vous-mêmes ». L'été, les gens relevaient le fond des tentes pour les faire sécher... Mais maintenant il pleut, il fait froid. Quand il pleut, c'est un marécage ici, il faudrait répandre du gravier partout. »

- **Alek, 37 ans – Bogatyr : Pas même une couverture par personne**

« Comment on vit ici ? Les vestes accrochées au mur, ce sont nos oreillers, nous n'avons pas de draps, pas une couverture par personne. Les deux matelas pour nos filles, ce sont des voisins qui nous les ont prêtés ; Zargan et moi dormons directement sur le bois. L'un des lits, je l'ai acheté 50 roubles, dans un des camps, et réparé. Deux autres lits nous ont été donnés par des gens d'ici. On n'a pas de draps. Toute la vaisselle qu'on a, des gens d'ici nous l'ont donnée. La cuisinière à gaz, qui est très cassée, je l'ai échangée contre un poêle distribué par Emercom, qu'on ne pouvait pas utiliser puisqu'il n'y a pas d'évacuation ni de fenêtre... »

Ici c'est très humide, quand il pleut dehors les murs sont mouillés à l'intérieur. Il y a des cafards partout, et des rats. La petite est asthmatique, ici ça empire, elle a toujours les yeux rouges et larmoyants, elle prend toutes les allergies qui passent. Ma femme a des problèmes de tension, on a déjà dû appeler deux fois les urgences, et quand

les infirmiers sont entrés ici, ils ont dit que c'était pas étonnant que sa tension soit mauvaise... Moi, ma tuberculose est plus ou moins soignée. »

- **Louisa, 39 ans – Altievo : l'eau coule du toit**

Encore une ferme transformée tant bien que mal en lieu de résidence pour réfugiés : trois longs bâtiments de terre battue aux toitures à refaire, intérieur sombre, pièces banales sur les côtés, murs de cartons, de couvertures, de planches de contreplaqué, de plastique. Là encore, l'intimité n'existe pas, la radio du voisin, les cris des enfants, la télé à fond quelque part se répercutent tout au long du bâtiment.

« C'est le troisième hiver que nous passons ici... Quand on est arrivé, il n'y avait rien, on a tout fait nous-mêmes. Mais l'eau continue de couler du toit, les latrines sont complètement pleines et dégoûtantes, elles datent de notre arrivée et il n'y en a que sept pour tout le camp. Les organisations humanitaires passent les unes après les autres, font des promesses et ne reviennent plus... Avant, Emercom nous distribuait des repas chauds, mais c'est fini depuis le printemps. On reçoit de la nourriture de DRC et le CICR a distribué récemment des seaux et des poêles. Mais on n'a pas assez de couvertures et de matelas. »

❑ **La non-assistance comme une stratégie**

Le 19 décembre dernier, Vladimir Kalamanov, représentant du président russe pour les droits de l'Homme en Tchétchénie, déclarait lui-même, dans la foulée des députés européens qui ont dénoncé les terribles conditions de vie des réfugiés, que la situation des réfugiés tchétchènes était « sur le point de devenir critique » (source : agence Itar-Tass) : tentes trouées non remplacées, niveau critique des distributions de vivres et maigres rations... L'indécemment niveau de cette « aide » est, selon lui, imputable au chassé-croisé ministériel : après la suppression du ministère de la Fédération, le sort des déplacés a été confié au ministère de l'Intérieur « qui a besoin de temps » pour les reprendre.

Il paraît cependant difficile d'adhérer à cette lecture organisationnelle et bureaucratique des écueils de l'assistance. Depuis des mois, les autorités russes asphyxient les entreprises ingouches qui prennent en charge les déplacés. Moscou a cessé de les soutenir financièrement et leur doit actuellement 1,6 millions de dollars, selon le gouvernement ingouche.

Depuis mars 2001, les autorités russes et pro-russes et les grandes agences des Nations unies affirmaient que la grande majorité des réfugiés allaient rentrer chez eux pendant l'été 2001. Emercom, par exemple, a entrepris des travaux de réhabilitation de foyers en Tchétchénie. Dans le même temps, ces mêmes agences ont arrêté leurs actions sur l'Ingouchie, où seules des distributions de nourritures continuaient d'être effectuées. Ces distributions de vivres sont d'ailleurs erratiques : Emercom a arrêté sans avertissement les distributions de repas chauds, les remplaçant par des rations dont la quantité et la qualité n'ont pas été évaluées au regard des standards internationaux (qui stipulent que la ration quotidienne minimum par personne doit être de 2 100 Kcal). Des conserves de viande périmées depuis un an sont distribuées. Les « non food items » indispensables à la survie, couvertures, matelas, matériel de cuisine, système de chauffage ne sont pas distribués à tous. En l'absence de toute coordination de l'aide, certaines actions sont menées en dépit du bon sens et, de fait, n'atteignent pas les plus vulnérables.

Le HCR reconnaît aujourd'hui que les arrivées sont plus nombreuses que les départs et qu'il faut préparer l'hiver en Ingouchie. Selon Peter Mantz, responsable Shelter pour l'organisation, « très peu de réfugiés rentrent en Tchétchénie. Par exemple, la semaine dernière, 150 sont rentrés, mais 250 sont arrivés en Ingouchie. Cet été, nous étions prêts à fournir des colis de retour, avec la tente et tout le nécessaire : mais on en a distribué très peu. » Pourtant, le HCR n'a toujours pas remplacé les tentes les plus abîmées dans six camps (Aki Yurt, Bart, Sputnik, Rasviet, RMO, SMU et Logovaz. 670 tentes en tout) ni apporté de nouvelles tentes (environ 400 prévues). De même, la construction de petites maisons dans certains « spontaneous settlements » qui était prévue n'est pas encore effective.

L'accueil en Ingouchie - Entretien

- **Le responsable du Service des Migrations de la République d'Ingouchie : comment payer les factures énergétiques ?**

Q : quels sont les problèmes majeurs rencontrés par les réfugiés en Ingouchie ?

R : En premier, la place pour vivre. Il y a environ 30 000 personnes dans les camps, plus de 30 000 dans les "kompaknikis" et entre 80 000 et 90 000 dans le secteur privé. Et aujourd'hui, après deux ans, les propriétaires poussent les réfugiés à partir de chez eux, parce que, pour eux aussi, c'est difficile. Malheureusement, on ne va pas construire de nouveaux camps de tentes. En accord avec le HCR, on va seulement construire quelques places supplémentaires dans certains kompaknikis, pour 1000 ou 2000 personnes.

Q : Pourquoi ne peut-on pas construire de nouveaux camps aujourd'hui ?

R : C'est une question politique et financière... Le pouvoir fédéral, s'il acceptait ça, montrerait sa faiblesse et son incapacité à améliorer les conditions de vie en Tchétchénie... Et personne ne peut construire rapidement un nouveau camp : l'an dernier il a fallu 4 mois aux Nations unies pour construire leurs deux camps.

"Le problème n°2 c'est la préparation à l'hiver : la moitié des tentes sont en très mauvais état, il faudrait les remplacer de manière urgente.

"Le problème n°3 concerne le ministère de la Santé : on manque de médecins et de médicaments.

"Pour la nourriture, c'est plus ou moins correct, grâce aux ONG, même si c'est toujours la même chose... Mais les gens se débrouillent pour échanger au bazar.

Q : Certains propriétaires poussent les réfugiés dehors : pourquoi ?

R : les Ingouches ne reçoivent rien. Il y a eu une organisation suisse qui a donné 100 dollars par famille hôte, et puis DRC, aussi, a donné quelque chose. Le problème essentiel, c'est l'augmentation des factures d'eau, de gaz et d'électricité, qui ne sont pas compensées par les loyers perçus. Or la République achète tout ça à la Russie : si on ne paye pas, tout sera coupé. Il y a eu beaucoup de discussions à ce sujet, mais sans résultat.

L'existence niée des nouveaux exilés

On est donc encore loin d'une véritable prise en compte du nouvel afflux de réfugiés qui manquent cruellement d'aide, notamment dans les « squats ». Fuyant les dangers qui pèsent quotidiennement sur leur vie, en quête de moyens pour assurer leur survie, ces nouveaux déplacés se comptent en dizaine de milliers. Les déplorables conditions d'accueil en Ingouchie, l'arrêt des enregistrements qui donnaient droit à une assistance minimale et les menaces limitent le nombre de ceux qui, en désespoir de cause, cherchent, malgré tous ces obstacles, un refuge en Ingouchie.

□ **L'exode se poursuit**

Si certains nourrissent l'espoir de voir les déplacés rentrer en Tchétchénie, c'est un mouvement inverse qui est toujours à l'œuvre : les habitants de Tchétchénie continuent d'arriver en Ingouchie pour y trouver refuge, fuir la guerre, la peur et trouver, ailleurs, les moyens d'assurer leur survie et celle de leur famille. Le mouvement a recommencé depuis les *zatchistkas* de juillet (Sernovodsk/Assinovskaia) et n'a fait que s'amplifier, surtout depuis la mi septembre et l'offensive hivernale notamment dans les régions montagneuses (Vedeno, Chali, Itum-Kale, Argoun).

Pour ces « nouveaux », jusqu'à 1 200 par semaine (selon les chiffres du service des migrations ingouche), l'installation en Ingouchie tient désormais du parcours du combattant. Sans même parler de l'épineux problème des enregistrements (lire ci-dessous), il s'agit avant tout de trouver une petite place quelque part pour y installer sa famille. Avec un peu d'argent, on peut trouver une pièce chez l'habitant, au prix fort (entre 1 000 et 3 000 Roubles, soit 35-100 USD, quand un petit appartement à Moscou coûte 200-250 USD) ou, avec de la chance, une moitié de tente vendue par ses habitants qui ont trouvé mieux... De même, certains réfugiés qui rentrent en Tchétchénie vendent leur pièce ou leur tente à des nouveaux arrivants.

Si on n'a pas d'argent, il vaut mieux avoir de la famille, et qu'elle soit accueillante. Après quelques temps, soit on trouve une petite pièce libre dans un *kompaknik*, soit on construit soi-même une baraque sur le territoire d'un camp (MRO) ou dans un bâtiment où il reste un peu de place (comme *Plievo*). Mais souvent, on ne trouve rien. C'est ainsi que des familles arrivent, vivent quelques temps chez la famille et sont obligées de repartir faute de place. On entend des phrases telles que « *je ne peux pas rester ici, on n'enregistre plus les réfugiés, il n'y a pas de place pour nous...* » Ou encore Chirvan, 21 ans, qui passe quelques semaines chez sa tante à MTF Karabulak, et qui compare la petite pièce en béton au « sanatorium » des anciens temps, où les travailleurs soviétiques partaient en convalescence.

Des instructions ont été données en haut lieu pour empêcher la construction d'un nouveau camp (lire l'entretien avec le responsable du Service des migrations ingouche). Plusieurs facteurs se conjuguent : le gouvernement tchéchène veut que les réfugiés rentrent pour toucher les subsides de l'aide humanitaire ; les autorités russes veulent aussi les retours pour montrer que la situation est calme . Enfin, les autorités ingouches imposent des restrictions à tout nouveau projet (par exemple, ne veulent pas de tentes ou de pièces supplémentaires dans les villes, Malgobek, Nazran, *Sleptovskaia*, où, disent-elles, le nombre de réfugiés commence à provoquer des tensions).

Des nouveaux exilés invisibles - Témoignages

- **Le responsable du Service des Migrations de la République d'Ingouchie**

« Le nombre officiel des réfugiés est de 150 000 personnes. Mais cela fait six mois qu'on a arrêté l'enregistrement, donc il est clair qu'ils sont plus nombreux aujourd'hui.

On a cessé l'enregistrement parce que le gouvernement tchétchène nous a dit avoir les moyens et les ressources de prendre en charge les déplacés... Ils pensent que les déplacés vont rentrer et ils disent qu'ils ont les moyens d'améliorer les conditions de vie sur place.

Question : pour les personnes non enregistrées quelles sont les conséquences concrètes ?

Réponse : ils peuvent recevoir l'aide humanitaire des ONG mais pas celle du gouvernement, c'est à dire du pain tous les deux jours et 15 rub par jour, distribués par nos services. »

- **Natacha, 43 ans – Sleptsovskaja**

Son mari est mort de maladie en avril dernier, elle a cinq grands enfants à nourrir, trois fils de 16, 18 et 19 ans et deux filles de 12 et 15 ans. D'une famille déjà pauvre, elle est désormais totalement démunie et ne compte que sur l'aide de ses proches, le commandant du camp, les voisins. Hébergée momentanément dans une tente du camp de Rasviet, à Sleptsovskaja, elle redoute de se retrouver à la rue d'un moment à l'autre.

« Je n'ai même pas un lit pour y coucher mes deux filles... Depuis notre arrivée, en septembre, d'Alkhan Kala, je suis allée partout, à Alina, Sputnik, Satsita... Mais là-bas, les tentes vides sont à vendre. Ici, j'ai fait le tour des tentes en mendiant : un homme qui rentrait quelques temps en Tchétchénie m'a prêté sa moitié de tente, jusqu'à ce que je trouve un endroit.

« Non, je ne suis enregistrée nulle part, je ne sais pas comment faire. Je suis perdue, je ne sais pas comment on va vivre ici. »

- **Sultan, 45 ans – Karabulak**

Nouveaux arrivés de Tchétchénie, ils sont démunis, même si ils ont la chance d'avoir trouvé cet endroit où vivre : ils doivent emprunter de la farine aux voisins, à rendre sur le premier paquet d'aide humanitaire qu'ils recevront, peut-être. Une voisine arrivée avant eux explique : « *les gens doivent aller faire le pied de grue devant les bureaux de DRC et d'ICRC pendant deux ou trois mois avant qu'ils se décident à inscrire les nouveaux arrivants sur leurs listes. Et pendant ce temps, comment on doit vivre ?* »

« Nous ne sommes pas enregistrés, nous ne recevons aucune aide pour le moment, c'est très dur car l'argent est déjà parti. Le service des Migrations a pris nos noms. Les précédents habitants recevaient du pain de la part d'Emercom : on a essayé d'expliquer et de prendre leur place dans la liste, mais Emercom a refusé. Aujourd'hui avec mes deux fils on est allé dans les champs ramasser des pommes de terre.

Il y a des choses bizarres pour nous : à Dechny-Vedeno, on recevait l'aide de DRC. Alors quand je suis arrivé en Ingouchie, je suis allé expliquer mon cas au bureau de DRC, pour qu'ils nous rayent des listes de Tchétchénie et nous ajoutent aux listes d'ici : ils nous ont bien rayés, pour la seconde étape, nous attendons toujours... Heureusement les voisins nous aident comme ils peuvent : hier quelqu'un nous a donné du riz.

On n'a pas le choix, on doit rester ici et vivre dans ces conditions humiliantes. Tant qu'on pourra rester, tant que les autorités ne nous forceront pas à rentrer en disant que la guerre est finie, on restera ici. »

- **Khouzimat, 101 ans – Sleptsovskaja**

Elle vit à Bogatyr, dans le coin d'une grange, une petite pièce sans fenêtre, dont les murs et le sol sont entièrement recouverts de tapis élimés. Deux lits en fer, parce qu'elle a peur de dormir seule. Du plastique et du carton au plafond. Pas de vaisselle, pas de poêle, un petit radiateur électrique.

« Normalement, je reçois l'aide des Danois (NDLR : DRC), mais ça fait déjà trois fois qu'ils m'enlèvent de leurs listes, et là ça fait trois mois que je n'ai rien reçu. Heureusement les voisins m'apportent une assiette le soir... Et moi je fais le pain, dehors. »

□ L'arrêt des enregistrements : des exilés rendus invisibles

L'enregistrement est officiellement arrêté depuis février-mars 2001. Les nouveaux arrivants sont donc rendus « invisibles », puisque ne figurant pas sur les listes. Certaines femmes consultant dans nos cliniques parlent de refus des autorités d'enregistrer des enfants nés sur le territoire ingouche.

L'absence d'enregistrement officiel des déplacés depuis février dernier rend bien sûr opaque le nombre des arrivées quotidiennes et handicape fortement toute opération d'assistance menée par les organisations humanitaires. En effet, en l'absence de recensement complet de cette population déplacée, c'est l'existence de 20 000 à 50 000 personnes qui est ignorée : l'enregistrement officiel décomptait 150 000 déplacés tandis que le service des passeports et des Propiskas en dénombrait 170 000 et que les autorités ingouches estiment à 200 000 le nombre de déplacés.

En n'étant pas inscrits sur ces listes officielles, les déplacés ne peuvent prétendre à aucune aide délivrée par Emercom – qui est censé assurer notamment les distributions générales de vivres ou verser des « pensions » permettant les achats locaux, et peuvent, dans le meilleur des cas, compter sur les enregistrements parallèles de quelques ONG qui, comme DRC ou le CICR, établissent leurs listes de bénéficiaires. Il reste que c'est sur des listes incomplètes que se basent la plupart des ONG pour planifier leur aide.

Est-ce une bonne nouvelle ? A Sleptovkaïa s'est ouvert un département des services des passeports tchéchènes permettant aux réfugiés d'obtenir leur nouveau passeport russe sans avoir à risquer leur vie à Grozny.

L'absence d'enregistrements : Témoignages

- **Rosa, 21 ans – Karabulak**

«Je repars aujourd'hui, ça fait déjà deux jours que mon fils est tout seul avec ma mère. Il a peur quand il y a des bombardements, il crie et il tombe... Non, je ne peux pas rester ici : ils n'enregistrent plus, ils ne prennent plus de réfugiés. S'il y avait une place pour moi et mon enfant, une tente, une petite baraque, quelque chose, un peu d'aide pour manger, je viendrais tout de suite, au moins jusqu'à l'accouchement. Mais c'est impossible. La tente où vivent des gens de ma famille, ici à Karabulak, est déjà pleine. Trois familles, dix enfants, dans une petite tente. Ils ne peuvent même pas partager le peu d'aide qu'ils ont entre eux... »

- **Abou, 30 ans – Altievo**

« J'ai pris la voiture, on a mis tout ce qu'on pouvait dedans et on est venus ici. Je connaissais des gens, j'étais venu avant repérer les lieux, j'ai aussi des connexions au Service des migrations, on a pu se faire enregistrer tout de suite, puis à DRC et au CIRC. On peut enfin vivre presque normalement, il n'y a pas de bombardements ici... »

Quand j'étais à l'hôpital pour l'opération de ma jambe, j'ai vu comment le personnel fait semblant d'inscrire les réfugiés pour ne pas les faire payer, devant les gens du CICR ; mais dès que ceux-là sont partis, tu dois payer pour tout, même pour les gants du chirurgien... Moi j'ai payé 3000 roubles en tout, soins et médicaments, et ça ne comprend même pas l'opération : c'est celui qui m'a rentré dedans qui a payé le chirurgien. »

□ Une population victime de pressions au retour

Pendant l'année 2001, les autorités russes ont multiplié les pressions directes au retour sur les déplacés d'Ingouchie et diffusé de fausses informations sur le volume d'assistance offerte en Tchétchénie. Au printemps 2001, et durant tout l'été, des représentants du Comité du Gouvernement tchéchène pour les Affaires des Déplacés se sont rendus dans les camps et les squats pour inciter les réfugiés à rentrer en Tchétchénie. Les promesses sont variées, selon les témoins : une place dans

un foyer d'accueil, du matériel de construction, une tente, de la nourriture, de l'argent (2 000 Roubles en tout, 50 Roubles par jour, etc...), une compensation pour les maisons détruites...

Toujours au printemps 2001, des pressions ont été exercées sur les déplacés pour les inciter au retour : à Bart Camp, Taïssa, 32 ans, raconte que des hommes sont venus leur dire de rentrer au plus vite avant de se faire « virer avec leurs tentes en Tchétchénie ». A Nassir-Kort, Luiza, 34 ans, raconte que des représentants de l'administration locale sont venus les menacer de couper le gaz et l'électricité s'ils ne partaient pas.

Une partie des bâtiments réhabilités pour accueillir les personnes rentrant de leur exode ingouche se trouve à Argoun qui a été le théâtre de très lourds combats ces derniers mois. D'après des témoins, la plupart des familles rentrées à Argoun sont revenues quelques mois après.

La reprise de combats de grande ampleur, la continuation des *zatchistkas* (opérations de nettoyage), l'arrivée de l'hiver sont autant de facteurs qui rendent inapplicable la volonté des autorités russes de rapatrier la population en Tchétchénie.

Toutes les personnes que nous avons interrogées estiment que les conditions ne sont pas réunies pour leur permettre de rentrer en Tchétchénie. Au premier rang des problèmes, l'insécurité qui menace chaque membre de la famille, la violence n'épargnant ni les femmes ni les enfants. Elles évoquent ensuite leur incapacité à faire face aux besoins de survie de base. A la question « Souhaitez-vous rentrer en Tchétchénie ? », tous les réfugiés rencontrés (environ 80) ne donnent que l'une ou l'autre de ces deux réponses (avec des variantes) : « Oui, on voudrait vraiment rentrer, mais pour le moment il n'en est pas question » ou « Non, c'est impossible aujourd'hui de vivre en Tchétchénie, à cause de l'insécurité ».

Pressions pour le retour - Entretien

• Représentant du Comité du Gouvernement tchétchène pour les Affaires des Déplacés

« Le retour des réfugiés est une priorité pour le gouvernement tchétchène. Des bâtiments qui n'ont pas trop souffert sont réhabilités à Grozny, Goudermès, Ourous Martan, Akhtchroï Martan et Argoun. A Argoun trois lieux sont déjà finis, deux « kinder gardens » pour 355 personnes, un foyer pour 500 personnes. 474 sont déjà installées. On installe aussi des camps de tentes, deux à Znamenskoe, et on réhabilite les kompaknikis de Sernovodsk et Assinovskaïa.

« Le Comité a un département spécial « pour le retour et la réinstallation des déplacés en Tchétchénie ». Cinq personnes se partagent les raïons, ils rencontrent les gens, leur expliquent la situation et les possibilités offertes. Selon la volonté des gens, ils les inscrivent sur les listes des candidats au retour, et leur demandent d'écrire une lettre de demande de retour. Nous avons déjà 4000 volontaires, dont 1800 qui veulent rentrer à Grozny. La plupart des gens qui vivent dans les camps, Alina, Bella, Bart, etc. ne veulent pas passer un hiver de plus là, au milieu des vents... Une fois par semaine, un convoi part pour Argoun avec une escorte militaire. Il y en a déjà eu 12 en trois mois.

Question : d'après ce que disent les réfugiés eux-mêmes, il y a quand même un petit problème de sécurité...

Réponse : En effet, je ne prétends pas pouvoir garantir la sécurité en Tchétchénie ; je ne peux même pas être sûr pour ma propre sécurité...

Q : Comment pouvez-vous aider les gens à rentrer, alors que vous savez que c'est dangereux ?

R : 400 000 écoliers ont repris le chemin de l'école, ces derniers jours : des gens vivent en Tchétchénie, et ici des gens en ont assez de rester dans des tentes, ils sont prêts, ils veulent rentrer. Nous ne forçons personne.

Q : Quand même, est-ce que ce n'est pas dangereux de faire rentrer des gens dans ces conditions ?

R : C'est tout le peuple tchétchène qui doit rentrer chez lui. Nous devons régler nos problèmes, nous-mêmes.

Q : Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux attendre la fin de la guerre ?

R : A votre avis, ça sera quand ? A mon avis, ce sera quand les gens reviendront, quand les ONG travailleront en Tchétchénie, quand des étrangers pourront voir et témoigner de ce qui se passe ici. »

Témoignage : des promesses qui ne se concrétisent pas

Lida, 57 ans, camp de Bella à Sleptovskaïa : « Ils ont promis des montagnes d'or ! Une maison, de la nourriture, du matériel, tout ce qu'on pouvait rêver ! Mais ce ne sont que des mots... » ; Zelimkhan, 15 ans, rencontré à Bart Camp (Karabulak) faisait partie des quelques familles qui sont rentrées en juin à Argoun, où un foyer d'accueil pour « returnees » était prêt. Il est revenu en Ingouchie en septembre : « oui, ils nous avaient promis de l'aide, et en quatre mois on n'a rien vu venir, ni argent ni matériel pour reconstruire notre maison ; juste un peu de nourriture 3 fois par mois. »

En Tchétchénie, une prison à ciel ouvert

Tous les jours, des hommes et des femmes meurent sous les bombes, tombent au milieu d'échanges de tirs, « disparaissent » ou sont blessés au cours d'opérations de nettoyages. Bombardements, nettoyages, rackets, escadrons de la mort, tortures... La guerre, toujours qualifiée d'opération antiterroriste par Moscou, frappe en premier lieu une population civile dépourvue de tous droits, aide et reconnaissance.

Les conditions de survie sont de plus en plus précaires en Tchétchénie, chaque déplacement représentant une lourde prise de risque et les logements étant la cible de bombardements ou des *zatchiskas*. Les habitants passent ainsi la plupart de leur temps dans des caves. Outre les violences directes du conflit, ils subissent des prédatons systématiques sur les quelques biens qui leur restent de la part de soldats peu ou pas payés et encouragés dans leurs pratiques par la plus totale impunité dont ils jouissent.

□ Echapper aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité

La guerre en Tchétchénie fait rage depuis maintenant deux ans. Depuis la fin de la phase de conquête et l'arrêt des bombardements intenses, les forces russes sont omniprésentes sur le terrain et se comportent comme une armée d'occupation particulièrement brutale et indisciplinée. Après la perte de Grozny et une fuite catastrophique, les combattants tchétchènes se sont repliés dans les montagnes du sud depuis lesquelles ils mènent des opérations de guérillas dans toutes les villes du pays, harcelant les troupes fédérales et l'administration pro-russe. L'attentat de septembre 2001 contre M. Kadyrov dans son bureau de Grozny, en plein jour, montre à quel point la situation reste instable, y compris dans les zones tenues par les forces russes. La violence du conflit et de la répression russe et l'assimilation de la population aux actes des groupes rebelles font de tout civil une victime potentielle. Les hommes de 15 à 50 ans – parfois plus jeunes mêmes – sont particulièrement menacés et l'arbitraire et les risques auxquels ils sont exposés les obligent souvent à fuir ou, pour certains, à rejoindre les rangs des combattants. Cette situation s'est constamment dégradée.

Depuis le début de l'année 2001, le retrait annoncé des troupes russes n'a jamais eu lieu. Le seul changement effectif dans ce domaine a été le transfert d'une partie des prérogatives militaires au FSB. Depuis ce changement, les violations massives des droits de l'Homme et du droit humanitaire ont continué. En juillet dernier, les attaques menées contre Sernovodsk – considéré jusqu'alors, du fait de sa proximité avec la frontière, comme un lieu à peu près sécurisé pour les déplacés – et Assinovskaya ont révélé des pratiques d'une extrême violence, comme les viols d'hommes, les disparitions et les tortures. Au-delà même de ces événements qui ont été évoqués dans l'actualité internationale, au-delà des prédatons systématiques et des humiliations quotidiennes, nos équipes médicales recueillent, dans leur pratique quotidienne, des récits de même nature. De *zatchiskas*, en arrestations arbitraires, en passant par les camps de filtration et la systématisation des tortures, les autorités russes ont fait de la Tchétchénie une prison à ciel ouvert, un ghetto où règne l'arbitraire et la violence.

Depuis septembre, ce sont aussi les reprises des bombardements, pas uniquement sur les zones montagneuses, les tirs de roquette, les balles perdues qui contraignent les habitants à se cacher la majorité de leur temps dans des caves. En Tchétchénie, l'horreur fait partie du quotidien.

Violences en Tchétchénie - Témoignages

- **Sultan, 45 ans – Karabulak :**

« Nous sommes arrivés il y a trois semaines de la région de Vedeno. Nous ne sommes pas venus avant parce qu'on n'avait pas d'argent pour le voyage et pour se réinstaller ici : mais là, ce n'était plus possible de rester, pour les enfants surtout : sur deux semaines, mes filles (8 et 11 ans) allaient un ou deux jours à l'école... Et la petite, elle a deux ans et demi et quand elle voit des camions et des BTR, elle crie : « les Russes arrivent, les Russes arrivent !! ». Quand elle voit des avions, c'est elle aussi qui crie « A la cave, à la cave !! » C'est devenu vraiment insupportable depuis cet été : chaque jour, une bombe peut tomber sur notre maison, un de mes fils peut disparaître... Avant aussi, déjà, on passait beaucoup de temps dans la cave, mais ça s'aggravait chaque jour, les enfants étaient de plus en plus terrifiés, traumatisés. Je suis conducteur d'ambulance pour les urgences de l'hôpital de Vedeno. J'ai continué à travailler, mais je n'ai pas de salaires, les voitures tombent en ruine... Un des deux « corpus » de l'hôpital n'est plus qu'un tas de ruines ; l'autre tient encore debout et les médecins continuent de travailler, malgré tout, sans gaz, avec des coupures d'électricité de 15 jours parfois... Les gens ne veulent pas rester à l'hôpital, les femmes qui accouchent partent aussitôt chez elles, par peur des bombardements. Les docteurs font de leur mieux, ils reçoivent un peu d'aide humanitaire, des médicaments de temps en temps. »

- **Khava, 38 ans – Sleptovskaia**

« La semaine dernière, je suis retournée à Grozny pour toucher les allocations pour les enfants. Je suis allée à mon immeuble (c'est le deuxième où j'habite à Grozny, le premier a été totalement détruit, celui-là, une moitié tient encore debout...), voir ma voisine et amie. Elle se met à pleurer, puis me raconte : deux nuits auparavant, 5 hommes masqués sont arrivés chez eux. Ils parlaient russe. Ils ont forcé la porte, se sont mis à battre son mari, ont pris ses bijoux et finalement ont mis une arme sur sa tempe pour qu'elle leur indique les appartements habités. Elle a dû aller avec eux, étage après étage, mentir à ses voisins pour qu'ils ouvrent la porte, en pleine nuit, et assister à chaque fois à d'horribles scènes de violence. Tout ce qu'ils voulaient, c'était de l'argent, des bijoux, des objets de valeur. Dans un appartement, la femme n'avait rien du tout à donner, ils battaient l'homme qui était là, un cousin à elle, elle pleurait, suppliait, mais ils lui ont dit : « débrouille-toi, trouve de l'argent ! »...

« Cette guerre, c'est un super « business » pour les Russes, pourquoi ils partiraient ? Ca ne se terminera jamais, ils gagnent trop d'argent ici, comme aux check-points, 30, 50 ou 100 roubles à chaque voiture... Et vous, votre travail, qu'est-ce qu'il va changer ? Rien du tout, parce que de toute façon personne ne nous croit... »

- **Noura, 45 ans – Sleptovskaia**

« Il [mon fils] est parti un vendredi. Le samedi, on me l'a ramené... C'était le samedi 15 septembre. Le matin il était dehors, pour s'occuper des vaches, et ils ont bombardé. Il a été gravement blessé au dos. Trois autres personnes du village ont été blessées ce jour-là, deux femmes et un homme. Un cousin l'a ramené ici, il a passé trois semaines à l'hôpital, on lui a enlevé les morceaux de ferraille qu'il avait dans le dos, comme celui-ci (elle montre un bout de métal de la taille d'un œuf...). Il allait mieux, il pouvait parler à nouveau, et puis il a commencé à refuser la nourriture, il se sentait mal tout le temps, et il est mort. Sa colonne vertébrale était brisée, mais je ne pensais pas qu'il allait mourir, je croyais qu'il resterait invalide mais vivant.»

- **Aminat, 23 ans – Logobaz, Nazran**

Enceinte de six mois, elle raconte : « ça fait une semaine que je suis ici et je suis déjà malade ! Il y a eu des bombardements horribles sur Argoun, le 8 et le 9 octobre, alors je suis venue. Je n'en pouvais plus de rester là-bas, mon mari a été pris dans un nettoyage il y a sept mois, il n'avait pas de papiers, je suis sans nouvelles depuis... Il y avait une colonne de BTR, mon mari et un ami étaient dehors, ils ont pris peur et sont rentrés dans la première maison : alors les Russes ont envahi la maison, ont tout cassé et ont pris tout le monde...

Je suis restée parce que je ne voulais pas abandonner ma belle-mère, qui refuse de partir. Mais ça devient de pire en pire, je ne pouvais pas rester plus longtemps...

Rentrer ? Oui, quand l'armée russe, le FSB, le GRU, etc. seront partis... »

Echapper à la violence - Témoignages

- **Rosa, 21 ans - camp Bart, à Karabulak**

Au septième mois de grossesse, elle est arrivée, quelques jours auparavant, des montagnes de Tchétchénie.

« J'habite à Dichni-Vedeno, un tout petit village dans les montagnes, tout près de Vedeno. Lundi (le 15/10/01), le bâtiment de la milice (tchéchène pro-russe, ndlr) a brûlé ; alors mardi ils ont bombardé le village. J'ai eu peur, j'ai couru et je suis tombée. J'ai eu peur pour le bébé alors je suis partie, en voiture avec mon père, voir Zarieta (l'obstétricienne gynécologue de la clinique MSF). J'étais déjà venue le mois dernier. Aujourd'hui, Zarieta m'a dit qu'il fallait que je sois hospitalisée, le bruit du cœur de mon bébé est très faible. Pour le premier, j'ai eu une césarienne.

Je ne sais pas comment ni où je vais accoucher... Je ne veux pas rester à l'hôpital de Vedeno, personne n'ose y rester, c'est trop dangereux, avec les bombardements. Je suis allée à Grozny il y a deux semaines, avec ma sœur, pour chercher le médecin qui m'a accouchée la première fois : je l'ai cherchée, mais elle n'est plus à Grozny... Alors je n'irais pas me faire opérer comme prévu, le 5 décembre, à la maternité centrale. Je vais discuter avec ma famille, pour décider où aller.

Comment on vit là-bas ? La moitié du temps, dans la cave... Il n'y a pas d'aide, sauf un peu de farine et de sucre des Danois (DRC), pour les enfants. Il y a beaucoup de soldats dans le village, ils se sont installés au marché et ils tirent tous les jours. Les gens ont peur d'aller au bazar, alors que c'est le seul moyen pour échanger ou trouver un peu d'argent, le seul moyen pour survivre. Ils passent à toute vitesse dans la rue en BTR, ils font peur à tout le monde. Et puis ils rentrent dans les maisons le soir, demandent à manger, à boire... Il y a des zatchiskas tout le temps, ils arrivent en BTR, bloquent le village et fouillent les maisons une par une, et prennent les jeunes hommes, et ceux qu'ils emmènent, ils ne reviennent plus... »

- **Chirvan, 21 ans - Karabulak**

Chirvan passe quelques temps « chez » sa tante Assiat, une petite pièce bricolée dans une des grandes étables : ils y vivent habituellement à cinq, Assiat, son mari et ses trois enfants. Ils sont huit en ce moment, avec Chirvan, sa mère Kamieta et l'une de ses sœurs. Ces trois derniers rentrent en Tchétchénie dans quelques jours. Chirvan plaisante : « je me souviens des temps où après le travail on allait se reposer quelques jours, à la montagne ou à la mer : maintenant, notre « sanatorium », c'est ici ! » : une pièce de quelques mètres carré avec du plastique mal tendu au plafond, du béton sur le sol qu'ils ont coulé eux-mêmes sur la terre battue, une banquette sur la moitié de l'espace où tout le monde dort côte à côte, des couvertures tendues qui cachent mal des murs de pierre nue... On entend les vaches meugler tout près et dans les couloirs flottent une odeur de lait frais et de bouse de vache.

« Je vis dans la banlieue de Goudermes, un petit village. Il y a à peu près un mois, il y avait encore des zatchistkas dans le coin, et cette fois ma mère a tellement pleuré, tellement supplié que j'ai accepté de partir quelques temps. Quelques jours avant, des jeunes du village avaient été pris, ils prennent même des enfants, de 13 ou 14 ans... Moi je ne voulais pas partir, je suis innocent, je suis un homme libre, je ne me suis jamais battu contre les Russes, pourquoi je devrais fuir ma maison ?

« Goudermes est entre une forêt et une grande route : même quand il n'y a pas d'attaques des rebelles (et la dernière soi-disant attaque suivie d'une grosse bataille comme disaient les médias russes, je peux vous dire qu'il n'y a rien eu, ça sert juste à déstabiliser la région et à lancer des nettoyages...), les Russes bombardent la forêt parce que selon eux des rebelles s'y cachent... C'est tous les jours ! Le problème c'est que régulièrement une bombe tombe sur un village ou sur des civils dans la campagne. Les vieux et les enfants sont terrifiés. »

❑ **Les entraves à la présence des équipes et du travail humanitaires :
insécurité et durcissement des procédures administratives**

Les ONG ont été officiellement et publiquement invitées par Moscou à apporter leur aide à la reconstruction de la Tchétchénie. Cette volonté a été confirmée aux représentants de Médecins Sans Frontières par M. Yelaguine et M. Kalamanov en mars dernier. Mais, dans le même temps, le climat d'insécurité qui prévaut et les pressions exercées sur la liberté de travail des ONG rendent l'accès au territoire tchéchène de plus en plus difficile et aléatoire.

L'action humanitaire entravée par l'insécurité

Malgré les demandes faites de ne plus porter atteinte au personnel humanitaire, celui-ci est la cible de bien des attaques et exactions qui fragilisent, voire anéantissent, de véritables actions de secours sur ce terrain dangereux. Les « incidents » au cours desquels des membres d'organisations humanitaires sont blessés ou inquiétés sont réguliers et peu rassurants : blessure par balle d'un chauffeur du CICR, fouille du bureau de PINF à Grozny, arrestation et interrogatoire brutal de personnel CICR à un barrage militaire... Qu'ils soient le fait des forces russes ou de divers groupes tchéchènes, ils font peser un danger constant sur les organisations humanitaires. Bien que les divers leaders des groupes indépendantistes aient condamné les attentats aux Etats-Unis, le climat qui prévaut depuis le 11 septembre d'une part ouvre la voie à toutes sortes de dérapages visant des étrangers et d'autre part donne un blanc-seing à tout ce qui est présenté comme une lutte antiterroriste, sans aucun respect des Conventions de Genève. De fait, rares sont les organisations qui peuvent envoyer des expatriés sur le terrain et nous devons soumettre le personnel tchéchène à des restrictions de circulation et de mouvements.

Conclusion

Deux poids, deux mesures ? Alors qu'il entre dans sa troisième année, le conflit en Tchétchénie n'a toujours pas été qualifié pour ce qu'il est : une guerre d'une extrême brutalité, aux conséquences très lourdes pour les civils. L'indignation que devrait susciter la conduite de la guerre à l'encontre de ces civils tchétchènes, au nom de l'opération « antiterroriste » menée par Moscou, semble disparaître au profit d'intérêts politiques internationaux plus pressants.

Malgré l'indécence des conditions de vie en Ingouchie, pour bon nombre de victimes, fuir la Tchétchénie est une question de survie ; fuir, quitte à vivre comme des rats dans des caves et dans le froid, quitte à prendre le risque de ne trouver ni hébergement ni secours.

Force est de constater que cette stratégie de non-assistance à personne en danger ne porte pas ses fruits : maintenir ces personnes déplacées dans des conditions aussi déplorables, inhumaines et humiliantes n'endigue pas l'exode. Cela ne poussera pas davantage ces exilés à rentrer dans l'univers carcéral et dangereux, soumis à l'arbitraire et aux prédatations qu'est aujourd'hui la Tchétchénie.

La réalité de cet exode doit être reconnue, comme doit l'être le nombre de déplacés désormais présents en Ingouchie afin qu'une aide décente et adaptée au nombre réel d'exilés se déploie.

Annexes

- ***Témoignages recueillis par nos équipes***
- ***Sernovosk : une opération de nettoyage massive***
- ***Activités de Médecins Sans Frontières dans le nord Caucase***

Annexe 1 : Témoignages

Ces récits ont été recueillis par les équipes de terrain de MSF dans le cadre de leurs activités de secours en Ingouchie en octobre et novembre 2001. Ce travail vise à comprendre l'histoire des personnes déplacées et les difficultés qu'elles rencontrent pour mieux adapter nos opérations à leurs besoins.

Lisa, 32 ans - Nassir-Kort - Témoignage recueilli le 17 octobre 2001

Lisa vit avec ses quatre enfants de 12, 9, 6 et 3 ans et son mari dans une ferme collective, à Nassir-Kort, où les réfugiés se sont construits peu à peu des petites pièces, d'abord en carton et couvertures, puis en dur. Il fait froid et sombre dans le corps du bâtiment. Le sol est de terre battue, une ampoule tous les 20 mètres éclaire à peine. A l'intérieur des chambres, les réfugiés ont recréé des intérieurs « tchéchènes », avec quelques tapis et un service à thé... La cuisine construite par son mari et elle sert plus de cuisine collective, et de dortoir, à l'occasion.

« Je suis arrivée en Ingouchie avec mon mari et mes quatre enfants à la fin octobre 1999. La frontière était fermée, nous avons attendu six jours à la frontière avant de pouvoir passer. Nous avons vécu 18 mois dans un appartement avec la famille de mon beau-frère, en payant un loyer. Au bout de dix-huit mois, on ne pouvait plus payer : on est venu ici dans cette ferme collective où vivaient déjà des réfugiés. C'était horrible, il y avait des ordures partout, pas de lumière, du bétail avec les humains... On a quand même « acheté » une chambre, 1000 roubles (environ 250 FF), à des réfugiés qui repartaient en Tchétchénie, et puis on est allé chercher des briques, nous et les enfants, on les a nettoyées, et on a construit nous-mêmes une autre pièce, puis une autre : cette cuisine et une sorte de garde-manger. Aujourd'hui, on peut dire qu'on est les plus « riches » ici, trois pièces pour six personnes, mais il y a toujours des gens chez nous, la famille, des gens qui arrivent et qui n'ont nulle part où aller... Toutes les nuits des gens dorment ici, dans la cuisine. J'avais apporté trois matelas de la maison : j'ai dû les partager en deux tous les trois... »

« Je suis du raion de Grozny, près de Khankala. Ma maison est entièrement détruite. Mon frère est mort, c'était un combattant. Mon beau-frère est mort aussi, tué par les Russes alors qu'il sortait acheter du pain. C'était en février 1995. Mes beaux-parents ont disparu depuis cette date, mon mari les cherche toujours. Depuis, il a des problèmes de cœur. On est tous malades, mon fils de 12 ans a une maladie urinaire, ma fille de 9 ans a des problèmes d'intestins... Moi c'est la colonne vertébrale : au début je travaillais, comme femme de ménage, pour leur payer des soins, mais je ne peux plus, j'ai trop mal. »

« Rentrer ? J'adorerais rentrer en Tchétchénie... mais il y a les zatchiskas, toujours, partout... tous les jours, des gens qui n'ont rien fait disparaissent. Et puis on n'a plus de maison. Ca, à la rigueur on pourrait se débrouiller : mais quand je vois les gens qui arrivent de Tchétchénie, comme par exemple ceux qui sont venus récemment de Tsotsi Yurt : pendant quatre jours un nettoyage a eu lieu, ils ont pris tout ce qu'ils pouvaient prendre et cassé tout le reste, et sur les murs des maisons, ils ont écrit des grossièretés contre les Tchétchènes... Oui, j'ai entendu parler de ce qu'ils proposent pour qu'on rentre, de l'argent, du matériel pour reconstruire notre maison... mais tant qu'il y aura des soldats russes en Tchétchénie, je ne rentrerais pas. Ma vie est pour mes enfants, je ne veux pas les mettre en danger. Je suis prête à partir n'importe où, j'ai deux tantes en Belgique, j'aimerais bien les rejoindre. »

« Ici, on avait l'impression d'être oubliés de tout le monde. Mais on a le gaz depuis un mois, merci à vous ! Ils ont coupé l'électricité pendant quatre jours, récemment, c'était très dur. Et puis la Croix-Rouge (CICR) est venue distribuer des poêles pour qu'on puisse se chauffer, mais ici ils ont vu cette cuisinière et ne nous ont rien donné : et cette cuisinière n'est pas à nous, nous devons la rendre bientôt, mais ils ne nous ont pas écoutés... »

Maiarbek, 68 ans - Nassir-Kort – Témoignage recueilli le 17 octobre 2001

Sa femme Natacha, 52 ans, est une amie de Lisa (cf. ci-dessus) et elle voulait aussi nous parler. Elle est allée chercher son mari Maiarbek et son fils Alibek, 31 ans. L'entretien a lieu dans la cuisine de Lisa, où la famille de

Maiarbek a vécu quelques semaines cet automne. C'est Maiarbek qui parle. Quand il pleure, il baisse la tête pour que son chapeau cache ses yeux. Il a apporté un sac plastique rempli de manuscrits et de vieilles photos des années 20, 30, 40.

« Je vivais à Grozny, dans la maison la plus privilégiée de la ville. Mon père était écrivain et médecin, ministre de l'Education dans les années 30, un grand homme. Toute sa vie, il a écrit et archivé des documents sur la vie politique, culturelle, sur l'histoire tchétchène, sur la littérature caucasienne... Il a passé sa vie à défendre la culture tchétchène. Il est mort en 1979, heureusement il n'a rien vu de ces dernières années...

« Dès la première guerre, notre maison a été détruite. J'ai déménagé chez mon frère, pas très loin, avec les trente caisses d'archives de mon père. Puis il a fallu quitter Grozny, et j'ai caché les caisses dans une cave, sous des ordures. On est partis à Ourous-Martan. A la fin de la guerre, on a retrouvé presque tout, quelques caisses avaient disparu. On a vécu chez mon frère, et j'ai pu commencer à mettre de l'ordre dans tous ces papiers, jusqu'en 1999.

« Dès le début de la seconde guerre, j'ai voulu déménager les caisses à Nazran. J'avais peur, je ne voulais pas risquer de les perdre à nouveau. On est venu ici, on a loué une pièce mais c'était trop cher, on ne pouvait pas payer très longtemps. Je suis pensionnaire, je touche 1200 roubles chaque mois, mais au début de la guerre je ne pouvais pas rentrer à Grozny pour aller chercher ma pension. On a trouvé une maison dans le district de Malgobek, pas longtemps non plus...

« En mai dernier, on est arrivé ici, à Nassir Kort, où un cousin avait construit une petite pièce pour lui et sa famille, six personnes en tout. On était très honteux de les embarrasser comme ça... Quand la fille du cousin est arrivée avec ses enfants, il a fallu partir. On a habité un mois dans cette cuisine (chez Lisa) mais comme il y a tout le temps des gens qui arrivent et qui repartent, il a encore fallu partir. On est pour le moment dans une autre petite pièce, une case à bétail, mais la famille qui y vit commence à donner des signes qu'il faut qu'on parte...

« On ne pense même pas à la nourriture, tout ce qu'on veut c'est une pièce pour vivre, un toit pour y abriter les caisses et nous-mêmes... J'ai vu une pièce brûler en deux minutes à cause d'un court-circuit : j'ai vraiment peur pour mes archives. C'est un trésor inestimable...

« Mon père était un grand écrivain et un historien dans l'âme, il a écrit des livres sur les héros tchétchènes de la révolution, sur les dissidents, sur la Grande Guerre Patriotique (41-45), mais aussi des poèmes, des contes pour enfants et pour adultes, des pièces de théâtre. Regardez ces photos, il écrivait aux gens, se faisait envoyer les photos, les copiait et les renvoyait ... Il y a ici des trésors qu'il faudrait publier.

« Rentrer ? Je vais à Grozny chaque mois, pour chercher ma pension : je sais bien qu'il est impossible d'y vivre pour le moment. La ville est vide, parfois des gens courent, il y a des dangers partout. Tant qu'il n'y aura pas des garanties de sécurité, on ne rentrera pas. J'ai deux fils en âge d'être arrêtés, même s'ils ne sont pas des combattants...

« Jamais, jamais je n'aurais imaginé voir ça à la fin de ma vie ; jamais je n'aurais cru que je ferais vivre ma famille dans une ferme où vivent des animaux... Mon père a, le premier, traduit l'alphabet tchétchène en latin, il a été l'équivalent de ministre de l'Education dans les années trente, il a ouvert des écoles, créé des instituts... et aujourd'hui, plus personne n'a besoin de ça. »

Bella et Mogamed, 21 et 31 ans – Plievo – Témoignage recueilli le 17 octobre 2001

A Plievo, tout près de Karabulak, une immense usine-station d'électricité n'a jamais été terminée : des entrepôts, des bâtiments sans toit ni fenêtres, un autre presque complet, l'ensemble donne une impression de détresse industrielle frappante. Là, au printemps dernier, MSF a découvert quatorze familles vivant dans les caves du bâtiment fini, dont les étages étaient déjà bourrés de réfugiés. Des caves totalement insalubres, où un petit enfant venait de mourir, sans doute de pneumonie. MSF en urgence s'est fait entreprise de construction pour clore un bâtiment et y faire des petites pièces pour ces familles. Puis, sur sa lancée, MSF a également « réhabilité » un second bâtiment, où 28 familles ont pu s'installer.

Bella et Mogamed vivent à « Plievo II » depuis septembre 2001 avec leurs deux enfants, Idriss, 2 ans et Iman, 5 mois. Ils sourient tout le temps, l'enfant joue et rit. Ils ont l'air soulagé et content d'être ici. C'est Mogamed qui parle, Bella approuve ou corrige.

« Nous vivons à Ourous Martan depuis la fin de la première guerre, mais avant nous vivions à Grozny. Comme notre maison était détruite, on est resté à Ourous Martan, chez ma mère où on s'était réfugiés pendant la guerre. Quand la deuxième guerre a commencé, lors des premiers

bombardements, tout le monde partait, alors on est parti aussi, en Ingouchie. C'était en octobre 1999. On a d'abord vécu chez un voisin de Tchétchénie, dans une maison pas terminée, avec du bétail. Puis chez quelqu'un de notre famille, où on payait 1000 roubles par mois... Il avait d'abord demandé 100 dollars par mois, mais on a fait baisser le prix. On est resté huit mois. Puis ma mère et mes deux frères sont rentrés à Ourous Martan, mais ils nous ont poussés à rester en Ingouchie à cause du bébé et parce que Bella était enceinte. On a trouvé une autre pièce, à Plievo, pour 300 roubles. Mais la fille du propriétaire s'est mariée et ils nous ont demandé de partir. C'était en septembre dernier. On a entendu parler d'ici par un voisin de Tchétchénie, qui vivait dans les caves et qui en était sorti pour s'installer dans une des nouvelles pièces. On est allé voir la commandante, on lui a expliqué notre situation et elle a accepté qu'on s'installe ici. C'est bien ici, c'est propre et on est à l'intérieur. Mais on n'a pas le gaz, juste l'électricité, et elle devient faible le soir quand tout le monde essaye de se chauffer avec les petites résistances électriques. On n'a pas de poêle non plus. Aujourd'hui ça va, mais quand le froid va venir ?

« Rentrer ? Pour le moment, c'est hors de question. La situation est trop dangereuse, trop instable. Surtout dans la région d'Ourous Martan, connue pour être un « nid » de Wahabbites... On a entendu que des gens viennent de Tchétchénie pour pousser les gens à rentrer, en promettant de l'argent et des places dans des foyers ; mais on entend aussi que les gens qui sont rentrés n'ont jamais reçu d'argent et que la plupart sont déjà revenus...

« Et pourtant ma mère, mes deux frères et ma soeur vivent là-bas, à Gichi (trois-quatre kilomètres d'Ourous Martan). Elle ne veut pas partir et laisser la ferme et le bétail. Elle nous raconte les « zatchiskas », les tirs la nuit, les avions et les hélicoptères. Nous on ne peut pas vivre là-bas avec nos papiers de Grozny : on aurait trop de problèmes pendant les contrôles. Encore la semaine dernière, les soldats ont conduit une zatchiska dans notre village, en ciblant une maison : ils ont pris trois hommes, dont deux jeunes frères de moins de 18 ans. On a retrouvé leurs corps il y a quelques jours, derrière le village... Et ceux qui s'aventurent à aller parler aux soldats aux check-points, ils sont tués la nuit par les rebelles... Nous, on est pris entre les deux, comme au temps des Blancs et des Rouges (allusion à la guerre civile en 1918-1920 : des villages étaient pillés un jour par les Rouges, l'armée bolchévique, et le lendemain par les Blancs, l'armée contre-révolutionnaire). »

Adlan, 29 ans – Plievo - Témoignage recueilli le 17 octobre 2001

Plievo II. Il habite provisoirement dans une pièce en face de chez son frère, dont les habitants sont pour quelques jours en Tchétchénie, voir la famille. Il ne peut pas rester avec le jeune couple de son frère, ce ne serait pas correct. Il ne trouve pas de logement ou de « vraie » place dans un logement : c'est difficile pour les jeunes hommes célibataires quand ils n'accompagnent pas leurs parents.

« Je suis arrivé d'Argoun le mois dernier, le 8 septembre exactement, avec mon frère et ma belle-sœur. Ce n'est vraiment plus possible de vivre là-bas... Il y a des zatchiskas tous les jours, le FSB, le GRU, l'Armée, tous les jours... Ils arrivent au petit matin, ils entrent dans chaque maison, ils prennent des hommes et les emmènent en camp de filtration. Dans chaque ville, chaque village, ça arrive 3, 4, 5 fois par mois. J'ai été pris deux fois... Ils te battent et ils te demandent : « tu veux vivre ? Alors tu payes ! » C'est sans limite... Et tout le monde s'en fout, le gouvernement en Tchétchénie, en Russie, la Procuration, les journaux, tout le monde s'en fout.

« Quand on est arrivé à Nazran, on a tourné, tourné pour trouver où dormir. Et puis on a rencontré par hasard une femme de notre connaissance, qui nous a parlé d'ici, qui nous a dit que la commandante était bien, qu'elle nous prendrait à cause du bébé (de son frère). Tout le monde nous a aidé ici, ils nous ont donné à manger, prêté des couvertures, un poêle électrique...

« On n'a aucune aide, on n'est pas enregistré, peut-être que DRC va nous enregistrer bientôt... Pour l'instant, on dépend des autres réfugiés.

« Je ne sais pas ce que je vais faire, je ne sais pas où je vais vivre. Peut-être que je vais devoir rentrer... J'ai très envie de rentrer chez moi, mais pour le moment, si on tient à la vie, c'est pas possible ; la situation empire chaque jour. D'autres gens arrivent, personne ne retourne en tchéchénie : même ceux qui sont rentrés, dans les foyers d'Argoun, cet été, la plupart sont déjà revenus ici... C'est impossible de vivre là-bas, ceux qui disent le contraire mentent. Ne croyez pas ce que dit la télé. A Argoun, il n'y a presque plus que des femmes, les hommes sont très rares.

« Une fois, ils ont pris d'un coup 118 jeunes hommes à Argoun : pour aucune raison, ce n'était pas des boievikis, certains n'étaient que des enfants ! Et ils les ont battus, battus, battus... Aujourd'hui, les gens disent « mieux vaut se battre que mourir comme ça » et prennent les armes, pour mourir, mais avec dignité.

« Le pire, c'est que les Russes ne veulent pas se battre avec les boievikis, ils ont peur ! Seulement, quand la paye est dépensée, hop ! on fait une petite zachistka pour avoir de l'argent et se payer de la vodka...

« On vit, on ne se plaint pas... »

Rosa, 21 ans – Karabulak – Témoignage recueilli le 18 octobre 2001

Rosa sort de la clinique ante-natale MSF du camp Bart, à Karabulak : au septième mois de grossesse, elle est arrivée quelques jours auparavant des montagnes de Tchétchénie. Elle semble incapable de sourire.

« J'habite à Dichni-Vedeno, un tout petit village dans les montagnes, tout près de Vedeno. Lundi (le 15/10), le bâtiment de la milice [tchéchéne pro-russe, ndlr] a brûlé alors mardi ils ont bombardé le village. J'ai eu peur, j'ai couru et je suis tombée. J'ai eu peur pour le bébé alors je suis partie, en voiture avec mon père, voir Zarieta (l'obstétricienne gynécologue de la clinique MSF). J'étais déjà venue le mois dernier. Aujourd'hui, Zarieta m'a dit qu'il fallait que je sois hospitalisée, le bruit du cœur de mon bébé est très faible. Pour le premier, j'ai eu une césarienne.

« Je repars aujourd'hui, ça fait déjà deux jours que mon fils est tout seul avec ma mère. Il a peur quand il y a des bombardements, il crie et il tombe... Non, je ne peux pas rester ici : ils n'enregistrent plus, ils ne prennent plus de réfugiés. S'il y avait une place pour moi et mon enfant, une tente, une petite baraque, quelque chose, un peu d'aide pour manger, je viendrais tout de suite, au moins jusqu'à l'accouchement. Mais c'est impossible. La tente où vivent des gens de ma famille, ici à Karabulak, est déjà pleine. Trois familles, dix enfants, dans une petite tente. Ils ne peuvent même pas partager le peu d'aide qu'ils ont entre eux...

« Je ne sais pas comment ni où je vais accoucher... Je ne veux pas rester à l'hôpital de Vedeno, personne n'ose y rester, c'est trop dangereux, avec les bombardements. Je suis allée à Grozny il y a deux semaines, avec ma sœur, pour chercher le médecin qui m'a délivrée la première fois : je l'ai cherchée, cherchée mais elle n'est plus à Grozny... Alors je n'irais pas me faire opérer comme prévu, le 5 décembre, à la maternité centrale. Je vais discuter avec ma famille, pour décider où aller.

« Comment on vit là-bas ? la moitié du temps, dans la cave... Il n'y a pas d'aide, sauf un peu de farine et de sucre des Danois (DRC), pour les enfants. Il y a beaucoup de soldats dans le village, ils se sont installés au marché et ils tirent tous les jours. Les gens ont peur d'aller au bazar, alors que c'est le seul moyen pour échanger ou trouver un peu d'argent, le seul moyen pour survivre. Ils passent à toute vitesse dans la rue en BTR, ils font peur à tout le monde. Et puis ils rentrent dans les maisons le soir, demandent à manger, à boire... Il y a des zachiskas tout le temps, ils arrivent en BTR, bloquent le village et fouillent les maisons une par une, et prennent les jeunes hommes, et ceux qu'ils emmènent, ils ne reviennent plus...

« En face de chez nous, les deux fils de la maison travaillaient pour la milice [mises en place par l'administration tchéchéne pro-russe, ces milices sont sensées protéger les villages contre les attaques des rebelles mais ont été amenées à lutter aussi contre l'arbitraire des nettoyages de l'armée russe, ndlr], mais les Russes sont pourtant venus, ont cassé les fenêtres, tiré des coups de feu dans la maison, menacé de tout brûler avec des jerricans d'essence, battu l'un des fils qui était là, et ils ont mis leur canon sur la tête du père : il a donné sa parole que ses fils arrêteraient de travailler pour la milice. »

Satsita, 39 ans – Karabulak - Témoignage recueilli le 18 octobre 2001

Satsita a l'air d'avoir plus de 50 ans. Elle pleure beaucoup, submergée par l'émotion et le découragement quand elle raconte sa vie actuelle. Elle vit dans une maison privée à Karabulak et s'épuise au travail pour nourrir ses six enfants et payer les soins du dernier, qui ne tient pas sa colonne vertébrale.

Nous la rencontrons au seuil de la clinique gynécologique-ante-natale de MSF, une roulotte installée dans le camp de toile de Bart, à Karabulak. Elle est venue consulter et demander des conseils pour sa fille adolescente, qui n'ose pas venir elle-même.

« Je suis de Khattuni, dans le district de Vedeno. C'est un village très connu, à cause des bombardements qui ont détruit presque tout le village, en 2000. La maison voisine de la mienne a explosé, ça a fait un trou de huit mètres de profondeur... Ma maison est descendue comme un ascenseur, je me suis blessée à la tête et au cou. J'étais enceinte de 5 mois. Mon fils a maintenant un

an et demi, il est invalide, il ne marche pas, son dos ne tient pas droit. Je suis partie à Argoun avec lui quand il était petit, et là j'ai perdu mes papiers, et ceux du petit, sa carte d'invalidité, tout...

« Je suis arrivée en Ingouchie il y a six mois. Je paye 1000 roubles par mois pour une pièce pleine de cafards, dans une maison à Karabulak. On y vit à 9, mes six enfants, mon mari et moi et un neveu qui a été pris une fois à Argoun : ses parents ont dû payer 200 \$ pour le récupérer...

« Je vivais si bien avant ! J'ai travaillé 20 ans comme institutrice, j'avais une belle maison, quatre belles filles... J'ai honte d'avoir à demander de l'aide aujourd'hui. Comme je sais coudre, je me suis mise à travailler, tout le temps, comme couturière. J'ai réussi à emprunter une machine, mais je ne m'en sors pas, plus je travaille et plus je dépense... C'est pour mon fils, il lui faut des massages, de la rééducation. Ça lui fait du bien, mais c'est cher. Ici, les médecins demandent toujours de l'argent, pour tout. Tout est payant, quelqu'un qui n'a pas d'argent n'est personne ici... Je vends mes bijoux les uns après les autres, mais je n'arrive pas à stabiliser ma situation. Je veux partir, n'importe où, où je pourrais nourrir ma famille. »

Roukiat, 49 ans – Nassir-Kort - Témoignage recueilli le 19 octobre 2001

« Chez elle », une pièce de 15 m² environ, c'est propre et chaleureux, repeint de neuf. Le contraste est étonnant avec l'ensemble du bâtiment, en terre battue, sale, où courent des poules et des canards. Roukiat a perdu deux de ses quatre fils dans cette guerre : son deuxième fils a disparu depuis le 27 avril 2000, pris dans une rafle ; son fils aîné a été tué en septembre 2000, lors d'une zatchistka musclée... Ses deux autres fils et son mari sont également passés par les geôles et les tortures russes.

« Je suis de Tsotsi Yurt, un village connu pour son courage : en 1919, les Russes de Denikine n'ont jamais pu le prendre, plus de 350 personnes du village sont mortes pour le défendre. En 1995 encore, nos enfants, qui ne sont pas des boievikis, n'ont pas laissé passer les Russes. Mais la deuxième guerre a tout de suite été beaucoup plus dangereuse, à cause des bombardements et à cause des descentes des soldats, à 4 heures du matin, pour prendre nos fils.

« Notre village est riche, à cause du pétrole. Beaucoup de familles vivent très bien, ont une petite entreprise privée autour du pétrole. C'est pour ça qu'on est visé, pas parce qu'on est des boievikis...

« Le 11 avril 2000, j'ai envoyé mon troisième fils au jardin (on a un petit lopin de terre à la sortie du village, où on n'allait plus, mais je voulais planter quelque chose pour les vaches...) et il a été pris par les soldats : ils l'ont retenu 19 jours, à Goudermès, Chali et Khankala. Ça a été les pires jours de ma vie.

« Le 27 avril, j'étais dehors, j'ai entendu des tirs, j'ai vu des soldats courir. Puis toute la rue a été occupée, personne ne pouvait sortir. Mon deuxième fils, Rouslam, est marié, il habitait avec sa femme la maison voisine de la nôtre. Les soldats sont venus chez nous, ont voulu prendre mon plus jeune, 15 ans, j'ai crié : « laissez-le, c'est un écolier ! » Rouslam est arrivé, alors ils ont lâché Oumar et ils ont pris Rouslam, l'ont battu et l'ont emmené. C'était mon fils préféré, le plus petit, le plus faible. Les soldats se moquaient de lui parce qu'il cachait son visage, il avait peur des coups...

« Le 30, on a réussi à récupérer Imran. Il n'en a jamais parlé mais j'ai su par ses copains qu'il avait été torturé... Pour Rouslam, on a commencé à chercher : ils nous ont dit qu'il était l'émissaire de Oudougov (responsable d'un site Internet pro-rebelles, souvent présenté comme porte-parole de Maskhadov, ce qu'il dément lui-même, ndlr) : ils savaient bien que ce n'était pas vrai, mais c'est ce qu'ils avaient trouvé pour leurs rapports à Moscou... On a écrit partout, personne n'a jamais répondu. On a juste reçu du bureau de Kalamanov (responsable des questions des Droits de l'homme en Tchétchénie pour le Kremlin) un mot disant que notre plainte avait bien été enregistrée...

« Mon mari est allé partout, à Piatigorsk, à Nalchik, à Vladikavkaz, à Novorossiisk où il y a plein de prisons et plein de Tchétchènes dedans... On a su qu'il était resté deux mois à Nalchik, puis qu'il était parti à Rostov, alors mon mari est allé à Rostov. On le cherche toujours.

« En septembre 2000, une zatchistka a commencé dans le village. Mon fils aîné est arrivé chez nous en disant « c'est la guerre dans le village !! ». Ils ont pris mon fils cadet, Oumar, chez un ami. Son copain est venu et il pleurait, criait, « pourquoi ils ne m'ont pas pris moi, à sa place ? » C'est un déshonneur que quelqu'un soit arrêté dans ta maison... Ils en ont tué 13 ce jour-là. Ils ont tué mon fils aîné, ce jour-là. Je ne l'ai su que plus tard, les voisins ne voulaient pas me le dire. Il avait une femme et deux enfants. Mon cœur est tombé.

« 9 jours après, Oumar est rentré de Khankala. Il avait été battu, torturé. Depuis il a mal aux reins et, j'ai honte de le dire, il fait pipi sur lui, il ne peut pas se retenir. Il m'a raconté : ils lui mettaient des

pierres dans la bouche avant de le battre, en lui disant « si tu lâches une pierre quand on te frappe, on te tue ». J'ai été malade pendant deux mois après ça. Je ne sais pas comment j'ai passé l'hiver, comment j'ai continué à travailler à l'école. Je ne me souviens pas.

« En juin dernier, après quatre jours de nettoyage, je pensais que c'était fini, alors j'ai décidé d'aller à Chali avec mon fils Imran, le deuxième, pour continuer son traitement pour ses dents. Mon mari est venu avec nous. Un BTR circulait pas loin du village, mais on croyait que c'était pour un autre village... Mais au premier check-point, ils ont pris mon fils et mon mari. Je ne pouvais plus rentrer dans le village, je suis allée à Chali. Puis il y a eu trois jours de nettoyages à Kurchaloï, on ne pouvait pas bouger. Finalement je suis rentrée, à pied. Ils avaient pris plus de la moitié du village, cette fois-là. Ils avaient installé un camp de filtration sur la colline, au bout du village : toutes les femmes y sont allées, mais ils ont emmené les hommes ailleurs...

« Mon mari est revenu le lendemain, les os cassés, il ne sentait plus rien. Il ne pouvait plus se tenir debout, ni s'allonger. Ils l'avaient jeté par terre sur le ventre, après l'avoir battu. Il souffrait horriblement. Il a prié pour qu'au moins un être humain ait pitié de lui : un soldat lui a permis de se retourner sur le dos... Le lendemain matin, les soldats refusaient de rendre les passeports : ce même soldat a mis le passeport de mon mari dans sa poche de chemise et lui a dit : « ton fils sera à Kurchaloï ».

« Dès qu'ils ont ouvert la route, le 3^{ème} jour, je suis allée à Kurchaloï : j'ai appris qu'il était « sur la liste » et j'étais heureuse de savoir ça ! Au moins je n'allais pas attendre des jours sans savoir... Pendant un mois, je suis allée là-bas tous les jours. Comme ils n'avaient rien contre lui, ils attendaient que quelqu'un d'autre le dénonce...

« Le 15 juillet, ils l'ont relâché. Personne n'y croyait, c'était extraordinaire, tous les voisins sont venus pour le voir et nous féliciter... Ce jour-là, j'ai décidé de partir.

« Mon mari était logisticien dans le service des ambulances d'urgence : on a négocié avec un chauffeur, il nous a conduits tous les quatre et quelques biens jusqu'ici. La belle-sœur de ma belle-sœur habitait déjà ici, à Nassir Kort, dans l'autre bâtiment : on a vécu une semaine chez elle, puis on nous a laissé nous installer ici : une pièce pleine de cafards, sans fenêtre, sans lumière... Savoir qu'on allait vivre là, dans une ferme à bestiaux, c'était très dur...

« Mes fils et mon mari ont tout fait eux-mêmes, le sol, le plâtre, la peinture, tout. On n'a presque rien ici, mais si vous comparez la pauvreté des conditions de vie ici et le danger là-bas... On n'a pas le choix. Quand je suis allée chercher des vêtements d'hiver chez nous, j'ai su que les nettoyages avaient continué tout l'été, presque tout le village est vide. Dans ma rue, il ne restait qu'une famille, avec un jeune homme : je lui ai proposé de venir nous rejoindre, maintenant il vit avec nous.

« Au bout de plus d'un mois, fin août, le service des Migrations a finalement cédé et nous a enregistrés. DRC nous a fait remplir un formulaire, sont venus vérifier 3 semaines après qu'on vivait bien là où on le prétendait, et ils nous ont enregistrés aussi. Le CICR a dit qu'ils stoppaient leur enregistrement provisoirement, mais depuis fin juillet ils n'ont pas recommencé.

« L'hiver approche, déjà il fait froid et nous n'avons rien pour nous chauffer : le CICR est venu récemment distribuer des poêles, mais ont refusé d'en mettre un chez nous parce qu'on avait cette petite cuisinière électrique : ils s'imaginent qu'on va se chauffer sur les plaques ?!?

« Rentrer ? Bien sûr qu'on voudrait rentrer, surtout mes deux fils ; notre cœur est là-bas. Mais tant qu'il n'y aura pas la sécurité et le respect des droits de l'Homme chez nous, on ne rentrera pas... Ce n'est pas vrai que les Russes veulent que les Tchétchènes rentrent en Tchétchénie : ce qu'ils veulent, c'est la Tchétchénie sans les Tchétchènes... Ils ne nous laissent que deux solutions : partir ou se battre. »

Khouda, commandante du camp de Logovaz – Nazran - Témoignage recueilli le 18 octobre 2001

« Bienvenue à Logovaz ! »

Bien caché en plein centre de Nazran, le camp de Logovaz est installé sur l'emplacement d'un marché : environ 200 petites cases en dur entourant un espace vide où ont été plantées 16 tentes de l'armée. Ici vivent 1870 personnes et un nombre indéterminé de rats, cafards, souris, chats et chiens. Khouda nous conduit dans une tente, 7x8 m, dont la moitié est occupée par 5 familles, soit 45 personnes dont 13 enfants. Une des cinq familles a deux enfants invalides. L'espace entre les plateaux-lits et le « coin-cuisine » est de 50 cm. Les enfants se brûlent régulièrement.

Autant dire que c'est un dortoir, où les gens doivent attendre leur tour pour dormir. La nuit, les hommes sont assis dans un coin et attendent en fumant. Le jour, quand les enfants sont à l'école et les femmes au bazar, ils

peuvent dormir quelques heures. La tente est dans un état déplorable. Les habitants ont consolidé comme ils pouvaient les pans déchirés, avec du carton ou des couvertures. Malgré cela, l'eau passe quand il pleut. Il fait humide et froid. Les chats et les chiens entrent, mais pas par la porte. De gros cafards sont bien visibles partout. Dehors, les tuyaux de gaz à même le sol laissent entendre un sifflement inquiétant.

Khouda nous conduit ensuite chez elle, un ancien étal de marché face à l'entrée du camp.

« Ici, 27 personnes vivent dans une seule pièce, dont deux invalides du premier groupe [trisomiques, ndlr]. On s'est débrouillé pour faire des séparations, mais on est quand même les uns sur les autres. Et encore, nous on est des privilégiés, on a pu emporter des choses, ces tapis, ces couvertures.

« Tout ce qu'on demande, c'est quelques tentes supplémentaires ou du matériel pour construire des petites baraques, comme vous avez fait à Tanzila Kafe : juste désengorger un peu les lieux les plus bondés. Depuis deux ans, les enfants ont grandi, il y en a de nouveaux... Et puis il faudrait changer les tentes les plus abîmées, elles tombent en ruine, les chats et les chiens entrent et sortent comme ils veulent ! Le HCR a d'abord dit qu'ils allaient en changer la moitié, mais à la dernière réunion ils ont dit : « réparez vous-mêmes ». L'été, les gens relevaient le fond des tentes pour les faire sécher... Mais maintenant il pleut, il fait froid. Quand il pleut, c'est un marécage ici, il faudrait répandre du gravier partout.

« Le pain, ça va, mais on n'a pas assez d'espace ni de chaleur.

« Dans ce camp, les gens se plaignent avant tout de la promiscuité et du froid. Par exemple, il n'y a pas de lits superposés, comme dans d'autres camps, alors dans certaines tentes les gens dorment chacun leur tour. Les couvertures distribuées par le CICR ne servent à rien, elles ne sont pas chaudes du tout.

« Il y a un autre problème important, ce sont les hommes qui n'ont pas de passeport : pendant l'entre-deux guerres, la Russie a refusé de délivrer de nouveaux passeports aux Tchétchènes. Aujourd'hui, sans documents, ils se font contrôler tout le temps et doivent payer à la milice : ils préfèrent ne pas bouger, ne peuvent pas aller au bazar ou chercher du travail. Pour recevoir ce passeport, il faudrait aller à Grozny... Mais tu ne peux passer les check-points sans passeport ! Même si tu y arrivais, en payant cher à chaque check-point, pour recevoir le passeport il faut attendre : et tu ne peux pas passer même une heure sans papiers à Grozny, c'est beaucoup trop dangereux, si tu te fais prendre dans une zatchiska, c'est la fin... Et de toute façon, ils ne délivrent les passeports qu'aux écoliers [en Russie on reçoit son premier passeport à 14 ans, ndlr]...

« Oui, des gens continuent d'arriver de Tchétchénie, encore la semaine dernière cette jeune femme, une cousine de mon mari, est arrivée d'Argoun, elle vit ici maintenant avec son bébé. »

Aminat, 23 ans, enceinte de six mois, raconte son histoire avec un filet de voix, dit « ça fait une semaine que je suis ici et je suis déjà malade ! Il y a eu des bombardements horribles sur Argoun, le 8 et le 9 octobre, alors je suis venue. Je n'en pouvais plus de rester là-bas, mon mari a été pris dans un nettoyage il y a sept mois, il n'avait pas de papiers, je suis sans nouvelles depuis... Il y avait une colonne de BTR, mon mari et un ami étaient dehors, ils ont pris peur et sont rentrés dans la première maison : alors les Russes ont envahi la maison, ont tout cassé et ont pris tout le monde...

« Je suis restée parce que je ne voulais pas abandonner ma belle-mère, qui refuse de partir. Mais ça devient de pire en pire, je ne pouvais pas rester plus longtemps...

« Rentrer ? Oui, quand l'armée russe, le FSB, le GRU, etc. seront partis... »

Zargan et Alek, 29 et 37 ans – Sleptsovskaja - Témoignage recueilli le 6 novembre 2001

« Bogatyr », « le bien portant », c'est le nom de la firme à laquelle appartiennent ces entrepôts désaffectés du district de Sleptsovskaja (est de l'Ingouchie), où environ deux cents personnes vivent depuis six mois, un an, deux ans. Dans un des bâtiments, sept familles vivent dans les caves : pas de fenêtres, pas d'aération, du béton brut, des murs de carton pour fermer les stalles en dur. Des cafards et des souris qui hantent les nuits des habitants. Dans le couloir sans lumière, court le tuyau du gaz, sans protection à même le sol.

Zargan et Alek sont arrivés ici en septembre 2000, avec leurs deux filles de 8 et 10 ans. La plus jeune est asthmatique. Leur pièce est grande mais complètement insalubre, comme les autres : l'humidité suinte sur le plafond et le mur du fond, le sol est mal recouvert de contreplaqué disjoint, le four à gaz, allumé et grand ouvert, fournit une chaleur malsaine. L'ampoule électrique au plafond accuse des

baisses de tension incessantes. C'est Alek qui parle ; Zargan souffre de problèmes de tension et pleure dès qu'elle ouvre la bouche.

« On est partis dès le début de la guerre, en octobre 99. On vivait à Grozny. On a d'abord vécu chez des gens de ma famille, puis on a trouvé une pièce dans une maison privée. On est resté huit mois, et pour payer le loyer on a tout vendu petit à petit : les bijoux de ma femme, ma montre, mon manteau, la télévision, ... En septembre 2000, j'avais travaillé ici à décharger des camions pour le Conseil danois (DRC), ils utilisaient un des entrepôts à l'époque : j'ai su qu'il y avait de la place, alors on est venu parce qu'on n'avait plus rien à vendre pour payer le loyer. Une seule famille vivait déjà dans la cave quand on est arrivé ; au bout d'un mois, tout était plein.

« Comment on vit ici ? Les vestes accrochées au mur, ce sont nos oreillers, nous n'avons pas de draps, pas une couverture par personne. Les deux matelas pour nos filles, ce sont des voisins qui nous les ont prêtés ; Zargan et moi dormons directement sur le bois. L'un des lits, je l'ai acheté 50 roubles, dans un des camps, et réparé. Deux autres lits nous ont été donnés par des gens d'ici. On n'a pas de draps. Toute la vaisselle qu'on a, des gens d'ici nous l'ont donnée. La cuisinière à gaz, qui est très cassée, je l'ai échangée contre un poêle distribué par Emercom, qu'on ne pouvait pas utiliser puisqu'il n'y a pas d'évacuation ni de fenêtre...

« On reçoit le paquet de DRC une fois par mois et celui d'Emercom. Et c'est tout. Le CICR n'a jamais rien distribué ici, ni matelas, ni couverture, ni rien. On a juste de la nourriture et ce que vous avez donné (kits hygiène). Zargan est partie à Grozny chercher des couvertures il y a deux mois : notre maison est debout, mais complètement pillée. Quand elle était là-bas, un BTR a explosé tout près, les deux filles sont très choquées depuis.

« Ici c'est très humide, quand il pleut dehors les murs sont mouillés à l'intérieur. Il y a des cafards partout, et des rats. La petite est asthmatique, ici ça empire, elle a toujours les yeux rouges et larmoyants, elle prend toutes les allergies qui passent. Ma femme a des problèmes de tension, on a déjà dû appeler deux fois les urgences, et quand les infirmiers sont entrés ici, ils ont dit que c'était pas étonnant que sa tension soit mauvaise... Moi, ma tuberculose est plus ou moins soignée.

« Un de nos problèmes c'est que nos passeports et tous nos papiers ont été détruits pendant la première guerre, quand une roquette est tombée sur notre maison. On a des papiers temporaires mais ils sont déjà périmés : pour les prolonger, il faudrait aller à Grozny, mais je ne veux pas risquer nos vies pour ça.

« Rentrer ? Oui, quand on nous garantira la sécurité, quand il n'y aura plus de bombardements, plus de contrôles et de nettoyages, plus de check-points : pour le moment, on risque nos vies simplement parce que nos têtes ne reviennent pas à des soldats bourrés...

« Je ne sais pas quand ou comment la guerre pourra s'arrêter : c'est tellement compliqué, plein d'intrigues, un spectacle permanent. Mais je sais une chose, des gens pacifiques souffrent, meurent, fuient, alors que les gens impliqués des deux côtés gagnent de l'argent ou vont en Turquie. Ce sont les gens comme nous, qui voudraient vivre et travailler tranquillement, qui souffrent.

« Mais rester ici, dans ces conditions, on ne peut pas non plus... Au moins les enfants sont au calme et peuvent étudier, mais dès le printemps je vais y retourner, essayer de gagner un peu d'argent : là-bas on peut faire un peu de commerce, vendre des cigarettes. Et si Dieu veut, je resterais vivant. M'installer ici, c'est impossible. »

Khouzimat, 101 ans – Sleptovskaia - Témoignage recueilli le 6 novembre 2001

Elle vit à Bogatyr, dans le coin d'une grange, une petite pièce sans fenêtre, dont les murs et le sol sont entièrement recouverts de tapis élimés. Deux lits en fer, parce qu'elle a peur de dormir seule. Du plastique et du carton au plafond. Pas de vaisselle, pas de poêle, un petit radiateur électrique. Elle est un peu sourde mais sa tête fonctionne très bien ; sauf, dit-elle, qu'elle oublie des choses. Elle montre ses pieds : elle voudrait bien pouvoir s'acheter des chaussettes neuves, les siennes sont tellement vieilles...

« Mon mari est mort il y a huit ans, mon fils unique il y a trois ans. Mes sœurs et mon frère sont morts pendant cette guerre. Je suis de Tangui Tchu, dans le district d'Ourous Martan. C'est là que je suis née, en 1900. Pendant la première guerre, je suis restée là-bas, mais là, ma belle-fille m'a emmenée, dès le début des bombardements. Après, elle est partie avec ses enfants, en Pologne.

« J'ai d'abord habité chez une dame de ma famille, ici à côté. Mais ils vivaient à dix, il y avait trop de bruit, je n'ai pas pu rester. Les gens qui habitaient dans cette pièce sont partis, alors je me suis installée toute seule.

« Quand il pleut, l'eau coule du plafond. J'ai mis six mois à me soigner la dernière fois que je suis tombée malade. Les deux lits sont à des voisins, tout ce qui est moi, c'est ces deux couvertures rouges, ce petit tapis de prière et ce coussin.

« Normalement, je reçois l'aide des Danois, mais ça fait déjà trois fois qu'ils m'enlèvent de leurs listes, et là ça fait trois mois que je n'ai rien reçu. Heureusement les voisins m'amènent une assiette le soir... Et moi je fais le pain, dehors. »

Noura, 45 ans – Sleptsovkaia - Témoignage recueilli le 8 novembre 2001

MRO, c'est un immense territoire, ancien lieu de garages, d'ateliers de réparation de tracteurs et d'autos, d'entrepôts. Des bâtiments en brique, croulants, des carcasses de voitures rouillées et des garages qui fonctionnent toujours, où les Ingouches viennent faire réparer leurs voitures. Partout des poules, des oies, des dindons. Une grande fosse à ordures. D'un côté, un camp de tentes où vivent plus de 2500 personnes, baptisé Rasviet. Dans les bâtiments désaffectés, au petit bonheur, se sont installées de nombreuses familles, environ un millier de personnes.

Noura vit là, dans une pièce minuscule, avec son mari, son dernier fils, trois de ses quatre filles, et deux enfants de l'aînée, qui est veuve. Noura a perdu son fils aîné, jeune marié, il y a à peine un mois. Valid avait 22 ans, sa veuve est enceinte de trois mois.

« Ce n'est pas une vie, c'est un cauchemar. Avant on avait tout, on vivait normalement. Maintenant, il faut tout faire dans la même pièce, manger, se laver, dormir, à huit personnes. On mange de la poussière, je n'arrive pas à tenir ça propre, on n'a pas assez d'eau et pas assez de produits d'entretien.

« On est arrivé ici directement de Samachki, dans la région d'Artchroï Martan, en octobre 99. On a tout fait nous-mêmes, on a acheté du bois pour les murs, on a peint. Les lits, les matelas, les couvertures, tout nous a été donné par l'aide humanitaire.

« Mon fils vivait ici, en Ingouchie, mais comme il s'est marié l'an dernier, on lui a loué une petite pièce, près d'ici, à Sleptsovkaia, pour qu'il s'installe avec sa jeune femme. Mon mari travaillait pour payer le loyer, 500 roubles par mois, il chargeait et déchargeait des camions. En septembre, il a voulu rentrer à la maison, s'occuper un peu de notre bétail, vérifier que tout allait bien. Je ne voulais pas mais il disait que tout était calme, qu'il allait rester une petite semaine, dormir chez ma sœur, et revenir.

« Il est parti un vendredi. Le samedi, on me l'a ramené... C'était le samedi 15 septembre. Le matin il était dehors, pour s'occuper des vaches, et ils ont bombardé. Il a été gravement blessé au dos. Trois autres personnes du village ont été blessées ce jour-là, deux femmes et un homme. Un cousin l'a ramené ici, il a passé trois semaines à l'hôpital, on lui a enlevé les morceaux de ferraille qu'il avait dans le dos, comme celui-ci (elle montre un bout de métal de la taille d'un œuf...). Il allait mieux, il pouvait parler à nouveau, et puis il a commencé à refuser la nourriture, il se sentait mal tout le temps, et il est mort. Sa colonne vertébrale était brisée, mais je ne pensais pas qu'il allait mourir, je croyais qu'il resterait invalide mais vivant.

« On voit à la télévision que des gens vivent dans des situations pires que la nôtre, comme en Afghanistan ; nous, Dieu merci, on a la santé, les enfants se sont habitués aux conditions où on doit vivre. Mais c'est vraiment dur, pour les honnêtes gens qui n'ont jamais rien fait de mal, de vivre comme ça. Pourtant, il est hors de question de rentrer tant qu'il y aura des soldats russes chez nous ; on nous parle de stabilisation, mais je m'en fiche de la stabilisation, regardez ce qu'elle a fait à mon fils, leur « stabilisation » ; ce qu'il faut, c'est qu'ils s'en aillent, tous. »

Satsita, 32 ans – Sleptsovkaia - Témoignage recueilli le 8 novembre 2001

Satsita vit avec son mari, Moussa, et ses deux fils dans une petite baraque accolée à un des bâtiments à l'abandon de MRO, l'endroit où se trouvait le transformateur et d'autres installations électriques. C'était une sorte de tour ouverte, ils l'ont transformé en une maison miniature (2,5 m x 2,5 m) en posant un toit, le quatrième mur, un auvent pour faire la cuisine. Satsita est enceinte de sept mois, elle est suivie dans la clinique ante natale de MSF installée à l'autre bout du territoire. Sa grossesse se passe bien, « et ici, il n'y a pas d'avions pour nous bombarder... »

« On a tenu un an à Grozny, mais en août 2000, on n'en pouvait plus de passer notre temps dans la cave : les bombardements terrifiaient les enfants, il n'y avait pas de gaz, l'électricité était coupée tout le temps, les mines étaient un danger quotidien, et on n'avait pas de travail pour nourrir les enfants...
« On est arrivé directement ici, à MRO, et les gens nous ont aidés. Il n'y avait pas de place « prête », de pièce libre, bien sûr. Et on n'avait pas d'argent pour acheter une place dans une tente. On a tout fait nous-mêmes, j'ai trouvé un travail quelque temps dans une boulangerie, ça nous a permis d'acheter du matériel. On a posé le toit, peint, fait l'électricité, installé le gaz, posé la porte et la fenêtre, recouvert le sol de ciment, etc. Maintenant je ne peux plus travailler et mon mari a une sciatique il ne peut plus se charger de gros travaux. Ma belle-sœur va venir vivre avec nous, elle a trop peur de rester encore à Grozny. Elle pourra m'aider quand j'accoucherai.
« On est retourné à Grozny il y a trois mois : la maison a brûlé, on n'a plus rien... Et la situation est bien pire qu'avant notre départ, et bien sûr, pire qu'ici où au moins on est au chaud avec l'eau pas trop loin... Ici, on peut à peu près vivre. »

Mariat, 43 ans – Sleptsovskaja - Témoignage recueilli le 8 novembre 2001

Au centre du territoire de MRO, un long bâtiment abritait l'atelier de réparation des tracteurs. Au plafond traversé par des rails, pendent encore d'énormes poulies et des treuils. Le sol est de béton, au milieu a été rassemblé tout le matériel, les outils, les carcasses, tout ce qui traînait dans le bâtiment, amoncellement de métal tordu et rouillé mal contenu par des grillages disjoints ; en face, les réfugiés se sont construits des petites pièces de bric et de broc. Le niveau sonore est assourdissant, télé, radios et cris d'enfants. Les familles se rassemblent à notre passage et expliquent : ils sont là depuis un ou deux ans, 10 ou 15 familles, mais ne sont pas enregistrés comme réfugiés sur le territoire de MRO. Le service des migrations de Sleptsovskaja refuse de les ajouter à leur liste déjà longue, sous prétexte que certaines familles, venant du secteur privé, sont enregistrées sur les listes correspondantes de DRC ou ICRC.

« Je suis venue en Ingouchie dès le début de la guerre, je louais une pièce à Nazran avec mes 3 enfants. Puis, je suis rentrée retrouver mon mari, qui était adjoint du responsable de l'administration de Alkhan-Kala. Mais il a été tué, en novembre 2000 ; on lui a tiré dessus alors qu'il rentrait à la maison un soir, juste devant la porte. Une semaine après, ils ont tué le chef de l'administration.
« Bien sûr, ils ont dit que c'était les rebelles, mais la ville est entièrement occupée et encerclée par les Russes, comment des « bandits » auraient pu entrer dans la ville, se déplacer ? Moi je pense que ce sont les services spéciaux qui font ce genre d'actes pour blâmer les boïevikis.
« Là-bas, en général c'était calme, les Russes restaient autour du village. Mais dès qu'ils étaient saouls le soir, ils venaient dans les maisons et exigeaient brutalement de l'argent, de l'alcool, de la nourriture. Et puis ils ont commencé les zatchitskas, ils battaient n'importe qui, c'était horrible. Une fois, mon père était seul chez lui, ils sont arrivés, l'ont fait allonger sur le sol et l'ont battu en hurlant « dis-nous où sont tes bandits de fils ! » ; après ils sont partis en emportant la télé, des tapis, le magnétoscope.
« En mai, j'ai décidé de repartir, les mois précédents avaient été très durs, je reçois 2500 roubles de pension pour mon veuvage mais je ne m'en sortais pas. Ma sœur, qui est veuve elle-aussi, vivait déjà ici : je suis venue chez elle et petit à petit j'ai construit une pièce pour ma famille. J'ai dû tout acheter, jusqu'au moindre clou. »

Louisa, 39 ans – Altievo - Témoignage recueilli le 8 novembre 2001

Encore une ferme transformée tant bien que mal en lieu de résidence pour réfugiés : trois longs bâtiments de terre battue aux toitures à refaire, intérieur sombre, pièces banales sur les côtés, murs de cartons, de couvertures, de planches de contreplaqué, de plastique. Là encore, l'intimité n'existe pas, la radio du voisin, les cris des enfants, la télé à fond quelque part se répercutent tout au long du bâtiment. Louisa s'inquiète pour la petite fille de son beau-frère qui tousse et a de la température. Elle vit avec sept personnes dans une pièce de 6m sur 2,5, son mari, son beau-frère et l'enfant de celui-ci, sa belle-mère, ses deux fils de 16 et 11 ans. Elle a perdu sa fille de trois ans, au début de la guerre, morte d'une pneumonie quand ils vivaient réfugiés dans la cave de leur maison, sous les bombardements.

« C'est le troisième hiver que nous passons ici... Quand on est arrivé, il n'y avait rien, on a tout fait nous-mêmes. Mais l'eau continue de couler du toit, les latrines sont complètement pleines et dégoûtantes, elles datent de notre arrivée et il n'y en a que sept pour tout le camp. Les organisations humanitaires passent les unes après les autres, font des promesses et ne reviennent plus... Avant, Emercom nous distribuait des repas chauds, mais c'est fini depuis le printemps. On reçoit de la

nourriture de DRC et le CICR a distribué récemment des seaux et des poêles. Mais on n'a pas assez de couvertures et de matelas.

« Ce qui manque le plus, c'est les soins médicaux et les médicaments : il y a un point médical, il n'ouvre qu'une fois par semaine, et encore, et ils n'ont presque rien, ils donnent les traitements par demi comprimé ! J'ai besoin d'une opération spéciale (ablation d'un ovaire), mon mari cherche du travail pour payer les soins. Mon fils de 11 ans, Anzor, a très mal aux dents et je ne peux pas le faire soigner.

« Notre quartier à Grozny, Oktyabrskii, est complètement détruit. J'y suis allée il y a une semaine, j'ai dormi chez ma tante : ça a tiré toute la nuit. Pourtant j'ai très envie de rentrer chez moi, je dors mieux là-bas... Mais c'est l'horreur à Grozny, les mines partout, les ruines, et ils tuent celui-ci, emmènent celui-là... Mais on est toujours mieux sur sa terre, non ? De toute façon, il faudra rentrer, on remercie Auchev mais on ne peut pas rester éternellement. Mais tant que la guerre continue, et tant qu'on me permet de rester ici...

« Le plus dur c'est d'être séparée de ma famille : ma mère et trois de mes frères et sœurs sont en Géorgie depuis le début de la guerre. Ma famille est d'Itum-Kale[(sud de la Tchétchénie, dans les montagnes, ndlr)] alors ils ont fui en passant les montagnes. Je ne les ai pas vus depuis plus de deux ans. »

Bella et Abou, 27 et 30 ans – Altievo - Témoignage recueilli le 8 novembre 2001

En face des bâtiments désaffectés de la ferme d'Etat, il y a une vieille usine de production d'huile de tournesol. Dans un paysage industriel typique de l'ex-URSS, l'usine exhibe ses réservoirs rouillés, ses fenêtres cassées, ses carcasses, son délabrement. Et pourtant, elle fonctionne... Autour, dans des cabanes, dans un hangar, dans une petite maison, 43 familles de réfugiés se sont installés tant bien que mal. Dans un des bâtiments, murs de parpaings et sol de béton, les gens sont en pleins travaux pour améliorer un peu l'isolation. Mais ils n'ont pas eu assez de bois pour poser des toits sur leurs cabanes... Le CICR est passé récemment distribuer des poêles : six, pour 43 familles. L'humidité et le froid sont palpables.

Plus loin, une petite maison qui devait être la résidence du gardien de l'usine. Des conditions de vie bien meilleures, presque normales. Là, dans deux pièces, vivent Abou, Bella et leurs trois filles de 7, 4 et 2 ans et demi, et encore trois personnes de leur famille. Abou est cloué au lit avec une jambe dans le plâtre, un chauffard qui lui est rentré dedans sur une route ingouche, le 4 octobre dernier. Ils viennent d'apprendre que leur aînée a une hépatite.

« On est arrivé début septembre, de Grozny. Avant, on n'osait pas partir, il n'y a plus de place ici, c'est dur de s'enregistrer pour avoir un peu d'aide... On a attendu de trouver une place sûre, cette maison. Ce n'était plus possible de vivre là-bas, surtout pour un homme de mon âge. Si tu te fais prendre par les Russes, soit tu te fais tuer, soit tu te fais battre et ta famille doit payer 3000 dollars pour te faire sortir... L'aide n'arrive pas aux gens, surtout à Grozny, c'est un peu mieux dans les villages, et encore : ils donnent 10 kilos de farine par famille, qu'il y ait trois ou quinze personnes à nourrir.

« Nos parents sont restés : les vieux ne veulent pas partir, ils disent qu'ils préfèrent rester mourir sur leur terre. Ce sont eux aussi qui nous ont poussés à partir. On n'en pouvait plus des nettoyages, des tirs jour et nuit, et puis il faut bien nourrir les enfants : le seul truc qui rapporte un peu à Grozny, c'est faire le taxi ; mais c'est aussi extrêmement dangereux.

« Alors j'ai pris la voiture, on a mis tout ce qu'on pouvait dedans et on est venu ici. Je connaissais des gens, j'étais venu avant repéré les lieux, j'ai aussi des connexions au Service des migrations, on a pu se faire enregistrer tout de suite, puis à DRC et ICRC. On peut enfin vivre presque normalement, il n'y a pas de bombardements ici...

« Quand j'étais à l'hôpital pour l'opération de ma jambe, j'ai vu comment le personnel fait semblant d'inscrire les réfugiés pour ne pas les faire payer, devant les gens du CICR ; mais dès que ceux-là sont partis, tu dois payer pour tout, même pour les gants du chirurgien... Moi j'ai payé 3000 roubles en tout, soins et médicaments, et ça ne comprend même pas l'opération : c'est celui qui m'a rentré dedans qui a payé le chirurgien. »

Markha, 37 ans et Zarema, 24 ans – Nazran - Témoignage recueilli le 8 novembre 2001

C'est en plein centre de Nazran, entre des immeubles, une petite place où quelques étals proposent des cigarettes et des barres de chocolat. Après un portique un peu à l'écart, un escalier s'enfonce dans le sol. Il mène à ce qui devait être un petit entrepôt pour les vendeurs du marché. Mais depuis novembre 1999, plus de quarante personnes d'une même famille vivent dans cette cave de béton, assez vaste, dont les murs ruissellent d'humidité. Ils ont entassé des cartons vides pour faire des séparations et isoler un peu du froid. La pièce ressemble à un grand campement de tziganes, mais dans une cave grise et sinistre : partout des seaux, des cartons, des sacs de nourriture ou de vêtements, des couvertures et des habits qui pendent, des enfants qui jouent et mangent, des banquettes-dortoirs le long des murs. L'odeur de moisi est intense. Ici vivent, notamment, Markha, l'une des six filles de la famille du côté gauche, la seule sans enfants ; et Zarema, jeune mère du côté droit, dont l'époux est en train de confectionner un berceau pour Raïan (quelque chose comme « Eden », si ce prénom existait, « rai » signifiant « paradis » en russe), leur fille de six mois : « mais ici, elle est loin d'être au paradis... »

Markha

« Nous sommes d'Alkhan Yurt, on est arrivé en novembre 99, d'abord chez des gens qu'on connaissait, mais on n'a pu rester qu'un mois, on est trop nombreux. Dans cette moitié de cave vivent ma mère et mon père, mes cinq sœurs, mes deux frères, et une quinzaine d'enfants...
« Ce qui est terrible ici c'est l'humidité, vous avez vu les murs et le plafond ? Ça goutte. Les enfants sont toujours malades, ils toussent. Dieu merci, jusqu'à maintenant ils n'ont rien eu de grave ; et c'est là qu'on va passer notre troisième hiver... »

Zarema

« On ne peut pas dormir tellement les draps, les couvertures sont humides. En été, on les faisait sécher tous les jours dehors, mais maintenant il fait trop froid et humide dehors, ça ne sèche pas ; bientôt ça gèlera, même. Les vêtements se déchirent, tout pourrit, la farine, le linge... Et on n'a même pas un poêle, juste cette résistance électrique. De notre côté, cinq familles habitent ensemble : ma mère et quatre enfants mariés et leurs propres enfants... Quinze personnes en permanence, et des gens qui vont et viennent en Tchétchénie.
J'ai déjà perdu un frère pendant la première guerre, il avait la tuberculose, les Russes l'ont battu et il s'est mis à saigner : on ne pouvait pas aller à l'hôpital, on n'avait rien, pas de pansements, rien, on n'a pas pu le sauver...
C'est pour ne pas perdre nos hommes et nos fils qu'on est là. »

Chirvan, 21 ans – Karabulak - Témoignage recueilli le 9 novembre 2001

*MTF Karabulak, c'est-à-dire une immense ferme d'Etat, ancien kolkhoze toujours en activité. Mais dans certains bâtiments, les vaches cohabitent maintenant avec des humains. (...)
Chirvan passe quelques temps « chez » sa tante Assiat, une petite pièce bricolée dans une des grandes étables : ils y vivent habituellement à cinq, Assiat, son mari et ses trois enfants. A huit en ce moment, avec Chirvan, sa mère Kamieta et l'une de ses sœurs. Ces trois derniers rentrent en Tchétchénie dans quelques jours. Chirvan plaisante : « je me souviens des temps où après le travail on allait se reposer quelques jours, à la montagne ou à la mer : maintenant, notre « sanatorium », c'est ici ! » : une pièce de quelques mètres carrés avec du plastique mal tendu au plafond, du béton sur le sol qu'ils ont coulé eux-mêmes sur la terre battue, une banquette sur la moitié de l'espace où tout le monde dort côte à côte, des couvertures tendues qui cachent mal des murs de pierre nue...
« Je vis dans la banlieue de Gudermes, un petit village. Il y a à peu près un mois, il y avait encore des zatchistkas dans le coin, et cette fois ma mère a tellement pleuré, tellement supplié que j'ai accepté de partir quelques temps. Quelques jours avant, des jeunes du village avaient été pris, ils prennent même des enfants, de 13 ou 14 ans... Moi je ne voulais pas partir, je suis innocent, je suis un homme libre, je ne me suis jamais battu contre les Russes, pourquoi je devrais fuir ma maison ?
« Gudermes est entre une forêt et une grande route : même quand il n'y a pas d'attaques des rebelles (et la dernière soi disant attaque suivie d'une grosse bataille comme disaient les médias russes, je peux vous dire qu'il n'y a rien eu, ça sert juste à déstabiliser la région et à lancer des nettoyages...),*

les Russes bombardent la forêt parce que selon eux des rebelles s'y cachent... C'est tous les jours ! Le problème c'est que régulièrement une bombe tombe sur un village ou sur des civils dans la campagne. Les vieux et les enfants sont terrifiés.

« Me battre ? A quoi ça servirait ? Même si je prenais un kalachnikov, je ne pourrais rien contre les avions ! Même si moi je voulais me battre, mes parents ne me laisseraient pas. Ce n'est pas une guerre, c'est du « business » : ils volent les bijoux des femmes, les tapis, les objets de valeur, et envoient des paquets en Russie à leurs petites amies... Ceux des check-points, ils ne veulent plus quitter la Tchétchénie, tellement ils se font de l'argent en rançonnant les automobilistes... Il n'y a pas de justice possible.

« Pour ceux qui restent en Tchétchénie, pour les hommes, c'est impossible de travailler : ce sont les femmes qui font tout, même les travaux difficiles. S'il y avait de la place ici pour nous, on resterait volontiers. Mais ici, il faut se battre pour avoir droit à un peu d'aide, c'est comme si on n'avait pas le droit d'être réfugiés... Ce n'est pas à cause des contrôles et des zatchistkas : je n'ai pas peur, je n'ai rien à me reprocher. Mais je ne peux vraiment plus supporter les bombardements...

Kamieta, 48 ans, sa mère, intervient : « Travailler, ce n'est pas le problème. On en a assez de la guerre, on veut vivre en paix : quand est-ce que ça va s'arrêter ? Pourquoi toujours ces « bambambambam », ces courses à la cave au petit matin ou en pleine nuit, ces heures à attendre, terrés, terrifiés, la fin des bombardements ? Dites-leur, à l'Ouest, qu'il faut arrêter la guerre... »

Sultan et Laïssa, 45 et 42 ans – Karabulak - Témoignage recueilli le 9 novembre 2001

Ils vivent avec leurs cinq enfants (de 2 ans et demi à 18 ans) dans une pièce de 12 m². Eux aussi cohabitent avec du bétail, dans une grande étable d'une grande ferme collective. Les cases construites par les réfugiés se suivent, banales, le long des murs du bâtiment. Sultan a du mal à cacher sa honte et sa déception. Sept personnes doivent dormir sur une banquette de 2, 5 m de large, dans cette pièce relativement bien arrangée et isolée. Nouveaux arrivés de Tchétchénie, ils sont démunis, même s'ils ont la chance d'avoir trouvé cet endroit où vivre : ils doivent emprunter de la farine aux voisins, à rendre sur le premier paquet d'aide humanitaire qu'ils recevront, peut-être. Une voisine arrivée avant eux explique : « les gens doivent aller faire le pied de grue devant les bureaux de DRC et d'ICRC pendant deux ou trois mois avant qu'ils se décident à inscrire les nouveaux arrivants sur leurs listes. Et pendant ce temps, comment on doit vivre ? »

« Nous sommes arrivés il y a trois semaines de la région de Vedenno. Nous ne sommes pas venus avant parce qu'on n'avait pas d'argent pour le voyage et pour se réinstaller ici : mais là, ce n'était plus possible de rester, pour les enfants surtout : sur deux semaines, mes filles (8 et 11 ans) allaient un ou deux jours à l'école... Et la petite, elle a deux ans et demi et quand elle voit des camions et des BTR, elle crie : « les Russes arrivent, les Russes arrivent !! ». Quand elle voit des avions, c'est elle aussi qui crie « A la cave, à la cave !! » Vous vous rendez compte, à deux et demi ?? Et je ne vous parle pas de mes fils de 16 et 18 ans, qui ne sortaient plus de la maison...

« C'est devenu vraiment insupportable depuis cet été : chaque jour, une bombe peut tomber sur notre maison, un de mes fils peut disparaître... Avant aussi, déjà, on passait beaucoup de temps dans la cave, mais ça s'aggravait chaque jour, les enfants étaient de plus en plus terrifiés, traumatisés. Les hommes restaient toujours à la maison, c'est pourquoi Dieu merci aucun de nous n'a jamais eu de problèmes.

« Je suis conducteur d'ambulance pour les urgences de l'hôpital de Vedenno. J'ai continué à travailler, mais il n'y a pas de salaires, les voitures tombent en ruine... Un des deux « corpus » de l'hôpital n'est plus qu'un tas de ruines ; l'autre tient encore debout et les médecins continuent de travailler, malgré tout, sans gaz, avec des coupures d'électricité de 15 jours parfois... Les gens ne veulent pas rester à l'hôpital, les femmes qui accouchent partent aussitôt chez elles, par peur des bombardements. Les docteurs font de leur mieux, ils reçoivent un peu d'aide humanitaire, des médicaments de temps en temps.

« J'ai emprunté de l'argent, je suis venu d'abord seul chercher un toit pour ma famille. Des gens de mon village m'ont aidé à obtenir cette pièce. Les gens qui vivaient ici ont construit une petite baraque dehors, on a pris leur place. (il laisse comprendre à mots couverts qu'il a dû payer pour la pièce mais refuse d'en parler)

« Nous ne sommes pas enregistrés, nous ne recevons aucune aide pour le moment, c'est très dur car l'argent est déjà parti. Le service des Migrations a pris nos noms. Les précédents habitants recevaient du pain de la part d'Emercom : on a essayé d'expliquer et de prendre leur place dans la liste, mais Emercom a refusé. Aujourd'hui avec mes deux fils on est allé dans les champs ramasser des pommes de terre.

« Il y a des choses bizarres pour nous : à Dechny-Vedeno, on recevait l'aide de DRC. Alors quand je suis arrivé en Ingouchie, je suis allé expliquer mon cas au bureau de DRC, pour qu'ils nous rayent des listes de Tchétchénie et nous ajoutent aux listes d'ici : ils nous ont bien rayés, pour la seconde étape, nous attendons toujours... Heureusement les voisins nous aident comme ils peuvent : hier quelqu'un nous a donné du riz.

« On n'a pas le choix, on doit rester ici et vivre dans ces conditions humiliantes. Tant qu'on pourra rester, tant que les autorités ne nous forceront pas à rentrer en disant que la guerre est finie, on restera ici. »

Moussa, 54 ans – Sleptsovskaja - Témoignage recueilli le 10 novembre 2001

Camp de tentes de Rasviet, à Sleptsovskaja, sur le territoire de MRO. Saïd, le commandant du camp, égraine ses plaintes, qui sont celles de la majorité des réfugiés installés ici : « ici vivent 1880 personnes enregistrées, plus une centaine de nouveaux non enregistrés. 90% des tentes sont vieilles et abîmées, c'est déjà la troisième année. Ils ont dit qu'ils allaient les réparer et en changer certaines, mais quand ? On est déjà mi-novembre. Ça fait plus d'un an qu'on ne nous a pas donné de couvertures ni de matelas. Il n'y a pas assez de poêles, il en faudrait une soixantaine de plus. Ça aussi, ils l'ont promis, mais il fait déjà froid et on attend toujours. Les nouveaux arrivés construisent eux-mêmes des petites baraques, puisqu'ils ne peuvent pas avoir des tentes : mais le HCR ne veut pas leur donner du matériel, alors qu'ils en distribuent un peu aux habitants des tentes... Un autre problème est l'ennui : les gens n'ont pas de travail, pas d'intérêts, les hommes boivent, on parle même de drogue. Heureusement il n'y a pas de bagarres ici... »

C'est Saïd qui nous mène à Moussa : une moitié de tente vaste et propre, tendue de blanc comme un hôpital de campagne. Moussa vit là momentanément avec sa femme et ses 4 enfants.

« Je suis arrivé de Chali il y a quinze jours. Nous vivions à Grozny, mais notre maison a brûlé au début de la guerre, et on s'est installé chez mon frère, à Chali. Au début c'était calme, ça ne bombardait pas trop. Après ça a commencé... Une fois, ils en ont tué 470 d'un coup, en 2000, quand les habitants de Chali s'étaient rassemblés pour toucher les pensions.

« Nous ne pouvions plus rester chez mon frère, nous étions un fardeau pour sa famille. Mais surtout, presque chaque jour maintenant, des jeunes disparaissent pendant la nuit : les Russes viennent dans les maisons, disent que tel et tel jeune homme sont des boieviki, les battent et les emmènent ; certains ne réapparaissent jamais, on retrouve le corps des autres un peu plus tard dans la campagne...

« J'étais chauffeur-expéditeur, sans travail depuis le début de la guerre. On a vécu sur quelques stocks, et on a vendu nos possessions, la vaisselle, le cristal, pour acheter à manger. Il y a environ trois mois, ma femme est venue chez sa famille, ici à Sleptsovsk ; mais je ne pouvais pas vivre avec eux, c'est contraire à nos coutumes. Puis j'ai entendu qu'un nouveau camp allait être construit, une cinquantaine de tentes à Alina ou Satsita. C'est pour ça que finalement je suis venu. Mais aucun camp ne se construit, et on a atterri ici.

« C'est mon ancien voisin de Grozny qui me prête ce coin de tente ; ils se serrent à 8 ou 9 d'un côté pour nous laisser de la place. Ils nous aident aussi pour la nourriture, nous donnent du pain. On est bien ici, mais je dois trouver une place ailleurs avant l'hiver... Je voudrais bien construire une petite baraque pas loin d'ici. Mais on ne nous donne pas de matériel. Je vais emprunter là, demander ici, acheter ce que je peux et profiter qu'il ne fait pas encore trop froid. »

Natacha, 43 ans – Sleptsovskaja - Témoignage recueilli le 10 novembre 2001

Son mari est mort de maladie en avril dernier, elle a cinq grands enfants à nourrir, trois fils de 16, 18 et 19 ans et deux filles de 12 et 15 ans. D'une famille déjà pauvre au départ, elle est désormais totalement démunie et ne compte que sur l'aide des gens autour d'elle, le commandant du camp, les voisins. Hébergée momentanément dans une tente du camp de Rasviet, à Sleptsovskaja, elle a peur de se retrouver à la rue d'un moment à l'autre.

« Je n'ai même pas un lit pour y coucher mes deux filles... Depuis notre arrivée, en septembre, d'Alkhan Kala, je suis allée partout, à Alina, Sputnik, Satsita... Mais là-bas, les tentes vides sont à vendre. Ici, j'ai fait le tour des tentes en mendiant : un homme qui rentrait quelques temps en Tchétchénie m'a prêté sa moitié de tente, jusqu'à ce que je trouve un endroit.

« J'ai trois grands fils, deux ont été pris cet été dans les zatchistkas : ils ont été battus violemment, alors que l'aîné est handicapé. Il a sauté sur une mine il y a un an et demi, il a perdu une jambe et deux doigts. Ils l'ont battu quand même, depuis il a de graves problèmes psychologiques. On ne pouvait décidément plus rester...

« Quand la guerre a commencé, mes frères et sœurs sont tous partis. Nous, nous étions trop pauvres, et mon mari était malade, des problèmes de cœur. Mais après les événements de cet été, une de mes sœurs est venue nous aider ; et elle nous a ramenés ici.

« Non, je ne suis enregistrée nulle part, je ne sais pas comment faire. Je suis perdue, je ne sais pas comment on va vivre ici. »

Khava, 38 ans – Sleptsovskaja - Témoignage recueilli le 10 novembre 2001

Khava, c'est le contre exemple : une grande moitié de tente pour sa famille (elle, son époux et leurs trois fillettes), propre et bien aménagée, plus de lits que d'habitants, des matelas et des couvertures à foison, un poêle qui ronfle au centre : pas l'opulence, mais des conditions de vie acceptables –si tant est qu'on peut juger des conditions de vie pour des gens qui ont tout perdu et continuent de craindre pour la vie de leurs proches...

« Nous sommes du quartier de mikroraïon, à Grozny, on est arrivé ici dès le début de la guerre, en octobre 99. Ici, ça va à peu près, sauf qu'il y a des trous dans le toit, dès qu'il pleut ça coule partout, on met des bassines dessous...Et quand il fait froid, parce que tout le monde tire sur le gaz, la pression est moins forte et tout le monde a froid. De toutes façons, ce ne sont pas des conditions de vie humaines...

« Je voudrais juste vous raconter une histoire, qui est arrivée à ma voisine de Grozny. La semaine dernière, je suis retournée là-bas pour toucher les allocations pour les enfants. Je suis allée à mon immeuble (c'est le deuxième où j'habite à Grozny, le premier a été totalement détruit, celui-là, une moitié tient encore debout...), voir ma voisine et amie. Elle m'accueille et se met à pleurer, puis à me raconter : deux nuits auparavant, 5 hommes masqués sont arrivés chez eux. Ils parlaient russe. Ils ont forcé la porte, se sont mis à battre son mari, ont pris ses bijoux et finalement ont mis une arme sur sa tempe pour qu'elle leur indique les appartements habités. Elle a dû aller avec eux, étage après étage, mentir à ses voisins pour qu'ils ouvrent la porte, en pleine nuit, et assister à chaque fois à d'horribles scènes de violence. Tout ce qu'ils voulaient, c'était de l'argent, des bijoux, des objets de valeur. Dans un appartement, la femme n'avait rien du tout à donner, ils battaient l'homme qui était là, un cousin à elle, elle pleurait, suppliait, mais ils lui ont dit : « débrouille-toi, trouve de l'argent ! »...
« Cette guerre, c'est un super « business » pour les Russes, pourquoi ils partiraient ? Ca ne se terminera jamais, ils gagnent trop d'argent ici, comme aux check-points, 30, 50 ou 100 roubles à chaque voiture... Et vous, votre travail, qu'est-ce qu'il va changer ? Rien du tout, parce que de toute façon personne ne nous croit... »

* * *

Annexe 2

Sernovodsk : « Pacification » russe en Tchétchénie : des victimes parlent

Article paru dans Messages, journal interne de MSF, septembre 2001

Les habitants et déplacés de Sernovodsk viennent de faire l'amère expérience que vivre à proximité de la frontière ingouche ne les mettait en rien à l'abri des exactions des forces russes. Le 2 juillet, à l'aube, une opération de nettoyage s'abattait sur la petite ville avec son lot d'arrestations arbitraires, tortures, disparitions, viols... Si ces « zatchistka » sont légion en Tchétchénie depuis la nouvelle guerre, le caractère massif et violent de l'opération menée à Sernovodsk a suscité des réactions indignées...

Une fiche médicale à l'hôpital de Sernovodsk : « Visenguiri M., né en 1965, larges hématomes sur tout le corps, blessures au front 2x2 cm, oeil gauche crevé, polyarthrite post-traumatique. » Une infirmière raconte : « Ils l'ont pris chez lui, l'ont battu jusqu'à évanouissement, il a reçu des électrochocs et a été menacé par des chiens. La polyarthrite, c'est parce qu'il a été suspendu par les épaules pendant plusieurs heures. »

Un parmi des dizaines, soigné rapidement à l'hôpital avant de fuir vers l'Ingouchie voisine. D'autres fiches disent « Salambek A, né en 1973, nombreux coups au ventre, foie éclaté, transféré à l'hôpital d'Akhtchroy Martan, état critique », ou « Saslan B, né en 1985, hématomes, plusieurs côtes cassées, traces de brûlures aux oreilles et aux poignets, très choqué ».

Sernovodsk était un bourg plutôt calme, resté à l'écart des combats et des actions de guérilla, déclaré au début de la guerre « zone sécurisée ». C'est pourquoi tant de déplacés y avaient trouvé refuge. Jusqu'au 2 juillet à l'aube, quand les troupes fédérales se sont abattues sur la ville, les camps de déplacés pour y mener une « opération de nettoyage ». L'hôpital, lui-même, n'a pas été épargné pendant cette *zatchistka*. « Ils ont tout cassé, nous ont menacé avec des grenades et ont sorti de son lit un vieillard et son petit-fils qui le veillait. »

Une semaine après, le camp de réfugiés de Sputnik, à Sleptovskaia (est de l'Ingouchie, à quelques kilomètres de la frontière tchétchène) est encore écrasé par la torpeur. Rumeurs de délation et de chasse à l'homme, peur et traumatisme, ambiance, pesante... La femme qui nous reçoit ne contrôle plus ses larmes, mais elle a décidé qu'elle n'aurait pas peur de parler à des étrangers. « J'ai peur pour la sécurité de mes fils : ils ont signé une « décharge » disant que l'armée ne leur a pas fait de mal, je ne veux pas qu'ils me les reprennent, je sais qu'il y a au moins 150 informateurs dans le camp », plus rien n'arrête désormais ni ses larmes ni ses mots : elle raconte le calvaire de ses deux fils, retenu pendant sept jours à Akhtchroy Martan, dans le bâtiment du « ROVD » (milices régionales rattachées au ministère de l'Intérieur) après avoir été raflés dans une rue de Sernovodsk le 2 juillet à 6 heures du soir et embarqués dans un minibus UAZ de l'armée russe.

« Quels actes terroristes avez-vous commis ? »

L'un a quinze ans, l'autre dix-huit. L'air de gamins trop vite grandis, l'aîné très grand et très maigre, il sourit sans rien dire, pendant qu'on lui coupe les cheveux ; le cadet, prostré, tourne et retourne sa montre dans ses mains. La mère et la tante les touchent sans cesse, caressant les cheveux, massant leur nuque, comme pour vérifier qu'ils sont bien vivants, montrant, sous le t-shirt ou sur les poignets les hématomes et les brûlures.

Pendant une semaine, ils ont été battus chaque jour par trois hommes masqués. Toujours ensemble, l'aîné toujours en premier, chacun témoin des hurlements de l'autre, pendant que deux autres posaient toujours les mêmes questions : « quels actes terroristes avez-vous commis ? », « vous connaissez des boïevikis ? », « où sont Bassaïev et Khattab ? » Ils pouvaient entendre les interrogatoires dans les pièces voisines, les cris.

Ceux-là, choqués, ne se font pas prier pour répondre à nos questions, décrivant le nez fracturé, les coups sur le dos et sur le visage, les traces post traumatiques, les brûlures d'électrochocs, et même une dent limée jusqu'au nerf. L'adolescent confirme aujourd'hui, sa mère lui soulève la lèvre, la dent est déjà remplacée, toute neuve. Il parle de l'homme des électrochocs, toujours le même d'après différents témoignages : un colosse roux, avec une chaîne au cou « achetée pour sa petite amie »...

Même les hommes pleuraient

Dès qu'elles ont su où ils se trouvaient, la mère et la tante sont restées jour et nuit devant le bâtiment, « il y avait beaucoup de gens avec nous, et les cris qui sortaient de là étaient tellement horribles que même les hommes pleuraient, même les vieux ; même ceux qui n'avaient pas de proche à l'intérieur pleuraient... »

La mère raconte : « j'ai des problèmes de rhésus, les deux naissances ont été très difficiles, pour le premier j'ai accouché à Grozny et pour le deuxième en Ingouchie. Donc sur leur passeport, l'un est né à Grozny, l'autre à Karabulak : pour ça, ils ont été battus. Sur le passeport du deuxième, ils se sont trompés dans sa date de naissance, ce qui fait qu'il a officiellement six mois de moins que son frère... Pour ça aussi, ils ont été battus. »

Des kamikazes pour Maskhadov

Partout dans la communauté des réfugiés de Tchétchénie en Ingouchie, l'horreur devient litanie, les rumeurs enflent. Deux frères pris à Assinovskaïa auraient une grande croix gravée au couteau dans le dos. Le commandant de Sputnik parle de 1500 personnes arrivées dans la nuit du 2 au 3 juillet. D'autres sources ont chiffré les fuyards à plus de 20 000... Beaucoup ont peur et se cachent, alors personne ne sait vraiment. Mais tous les témoins disent que plus de 700 hommes ont été pris à Sernovodsk et pour la plupart battus et torturés, et tous disent que des jeunes gens ne sont plus revenus.

Ruslan, un homme de 45 ans, lui aussi battu, parle de l'un d'eux, Aпти I, porté disparu depuis la « zachistka » : « il a d'abord été battu dans un BTR, puis jeté dans un camion, les soldats lui marchaient dessus. Mais il continuait à les regarder droit dans les yeux et quand ils ont voulu le faire mettre à genoux, il s'est débattu : alors ils l'ont battu jusqu'à ce qu'il s'évanouisse, et ils continuaient toujours... J'ai essayé de les arrêter et c'est là qu'ils m'ont pris dans un « wagonchik », attaché sur un siège et battu avec une planche. » Ruslan évoque, avec beaucoup de difficultés, ces jeunes hommes de 16 à 21 ans qui auraient été violés. Une soixantaine, selon lui, aujourd'hui totalement désespérés, suicidaires, « qui ne peuvent même plus prier tellement ils sont salis. » Dans la culture souffi, dit-il, le seul moyen de se purifier après ça est de tuer, en l'occurrence « au moins 15 ou 20 Russes : ils se sont portés volontaires pour être kamikazes dans l'armée rebelle ». Il refuse de nous emmener voir deux d'entre eux, réfugiés à Nazran, qui ont déjà tenté de se couper la gorge et les poignets et s'en va, la casquette rabattue sur les yeux, pour cacher ses pleurs.

Les événements de Sernovodsk n'ont pas été plus violents, brutaux, humiliants que les punitions collectives qui constituent le quotidien des Tchétchènes restés dans la république. Ils ont seulement été plus massifs et trop voyants. A quelques encablures de Nazran, Sernovodsk a focalisé l'attention et, dans la foulée, des commentaires indignés, y compris des représentants de l'administration tchétchène pro-russe et de certains officiers de l'armée. Ces réactions susciteront-elles un changement de méthodes ? Difficile de prédire si les forces qui se livrent avec tant de décontraction à de telles violences seront sensibles à cette indignation.

Julie Kerleroux

Annexe 3 :

Les activités de Médecins Sans Frontières en Tchétchénie et en Ingouchie
Novembre 2001

Nos activités en Tchétchénie

Depuis janvier 2001, l'équipe approvisionne depuis Nazran différentes structures de santé et réalise des travaux de réhabilitation et d'assainissement :

- **Donations de médicaments, matériel et équipement médical**

Médecins Sans Frontières effectue des donations aux structures médicales soutenues depuis déjà plus d'un an : la maternité centrale de Grozny, l'hôpital de Sernovodsk et les deux points médicaux du Train et du Texnikum (deux camps de déplacés internes) l'hôpital de Chatoï et les structures de Charoï et Itum-Kale MSF assure également des donations dans de nouvelles structures : l'hôpital de Shiri-Yurt, la maternité de Stari-Atagui et l'unité des grands brûlés de Grozny.

- **Réhabilitation :**

- Lancement en septembre de la réhabilitation totale d'un bâtiment dans la région de Chatoï, utilisé pour servir d'hôpital, [l'hôpital officiel de Chatoï étant occupé depuis le début de la guerre par les militaires russes].
- Travaux de réhabilitation à Shiri-Yurt

- **Assainissement**

Travaux d'assainissement (construction de latrines, etc.) et de désinsectisation des camps de Sernovosk et Asinovskaia; distribution de produits d'hygiène et de containers (jerricans, bassines, seaux) pour 7000 personnes.

Nos activités en Ingouchie

- **Structures de santé**

Médecins Sans Frontières a mis en place et gère 3 cliniques pour des consultations anténatales et gynécologiques, à Sleptovkaia, Karaboulak (camps de déplacés) et Nazran. L'association approvisionne en matériel et médicaments les maternités de Sleptovskaia et Nazran (où sont référées les femmes suivies dans le cadre des cliniques).

- **Réhabilitation et sanitation**

D'importants travaux de réhabilitation dans une quinzaine de centres collectifs (camps «spontanés») sont menés depuis le printemps : lutte contre le froid et l'humidité par la réfection de toitures, fenêtres et portes, distributions de couvertures, draps et matelas pour environ 19 000 personnes. Dans les secteurs (kompatnikis) les plus précaires, des aménagements ont pu être réalisés (construction de pièces et cloisons en contreplaqué, distributions de mini-fours..) pour environ 13 000 bénéficiaires.

Des travaux de sanitation ont également été entrepris : construction de latrines, douches, amélioration des points d'eau, etc.

Bénéficiaires :

- **Programme médical, Ingouchie** : environ 24 000 personnes ;
- **Programme logistique, Ingouchie** : environ 18 000 personnes ;
- **Programme médical Tchétchénie** : au moins 7000 personnes à Sernovodsk, 12 000 à Chatoï, Charoï et Itum-Kale ;
- **Programme logistique, Tchétchénie** : 7000 à Sernovodsk/Assinovskaia. L'hôpital réhabilité de Chatoï couvre une population d'environ 12 000 personnes

Autres sections MSF :

- *La section hollandaise de Médecins Sans Frontières réalise des donations de kits médicaux à toutes les structures médicales ingouches et à une vingtaine de structures médicales en Tchétchénie. Une mission exploratoire est en cours pour la prise en charge de malades de Tuberculose à Nazran.*
- *La section belge travaille à Malgobek (nord-est de l'Ingouchie) et prend en charge environ 12 000 réfugiés : cliniques gynécologiques et distribution de couvertures, matelas, containers et kits d'hygiène.*
- *La section suisse est présente au Daguestan avec des programmes de santé primaire le long de la frontière avec la Tchétchénie. Cet été, les équipes ont réhabilité la maternité de Gudermes, en Tchétchénie.*